



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I

LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE



© JO Paris 2024

RÉELECTION EN

INDE

PAGE 4

GÉOPOLITIQUE DU

SPORT

PAGE 12

INFRASTRUCTURES AU

CANADA

PAGE 32

L'Édito



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI 2023-2024

Chers lecteurs, chères lectrices,

Au nom des étudiants du master Histoire - Relations internationales de l'Université Catholique de Lille, nous sommes honorés de vous présenter notre revue de géopolitique : Le coup d'œil de l'AMRI (Association du Master Relations Internationales). Fondée en 2021 sous l'impulsion d'étudiants curieux de partager leur intérêt pour les questions internationales. Elle est entièrement rédigée, éditée et mise en page par les élèves du master, et se veut accessible à tous : étudiants comme professeurs, ou amateurs de géopolitique.

Le coup d'œil de l'AMRI c'est quoi ? Tous les mois, une mise en relief sérieuse et approfondie de l'actualité internationale à travers plusieurs articles thématiques, et un dossier se focalisant sur un sujet en particulier. Par une démarche transversale et pluridisciplinaire, nous abordons de multiples thèmes : aussi bien géopolitiques qu'économiques, écologiques, sécuritaires ou culturels. Nouvelles routes de la soie en Asie, conflits au Moyen-Orient, transition énergétique en Europe ou encore trafic de drogue en Amérique Latine, nous souhaitons vous proposer un véritable tour d'horizon mondial des grands enjeux de notre époque.

Dans ce 22e numéro, et dans le cadre des Jeux Olympiques de Paris, notre dossier portera sur la géopolitique du sport. Nous nous interrogerons plus particulièrement sur le bénéfice engrangé par le pays hôte pour l'organisation d'un tel évènement. Nous aborderons également la question du sport dans la stratégie de soft power qatarie, puis nous verrons si la NBA peut-être considérée comme un instrument de soft power américain. Cette édition propose également une réflexion sur la réélection de Narendra Modi en Inde, sur les relations irano-azerbaïdjaniennes dans le contexte du décès du président Ebrahim Raïssi, sur la géopolitique des câbles sous-marins, et sur les enjeux des infrastructures du Nord canadien.

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom du comité de rédaction de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Rédacteurs en chef
MARIN GUILLOU VERNE & ROBIN YAHİ

S O M M A I R E

4 NARENDRA MODI RÉÉLU : QUELLES OPPORTUNITÉS ET DÉFIS POUR L'INDE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE ?

Matéo Blanquer

7 LES RELATIONS ENTRE L'IRAN ET L'AZERBAÏDJAN : BILAN DU CONTEXTE IRANO-AZERBAÏDJANAIS À LA SUITE DU DÉCÈS DU PRÉSIDENT IRANIEN EBRAHIM RAÏSSI

Simon Anclevic

12 DOSSIER : GÉOPOLITIQUE DU SPORT

Laura Degrange, Hugo Colas, Marin Guillon Verne, Robin Yahi

23 LA GÉOPOLITIQUE DES CÂBLES SOUS-MARINS

Annabelle Loll

32 LES INFRASTRUCTURES DU NORD CANADIEN

Alexandre Delattre

35 BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

38 REMERCIEMENTS

NARENDRA MODI RÉÉLU : QUELLES OPPORTUNITÉS ET DÉFIS POUR L'INDE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE ?

RÉDIGÉ PAR MATÉO BLANQUER



Image n°1 : Narendra Modi arrive au siège du Bharatiya Janata Party (BJP) à New Delhi, le 4 juin 2024 © Adnan Abidi/Reuters

Le 4 juin 2024 a vu la réélection de Narendra Modi pour un troisième mandat de Premier ministre à la tête de l'Inde. Son parti, le Bharatiya Janata Party (BJP), constitué avec 38 autres partis en une coalition appelée *National Democratic Alliance*, a remporté 36,56 % des voix. Ces résultats électoraux sont nettement inférieurs à ceux des dernières élections législatives, avec un recul de 8,3 % (45,5% en 2019).

En dépit d'une victoire sans triomphe, Narendra Modi a promis de « grandes décisions » (Velloor, 2024) pour son pays à l'occasion de sa réélection pour la deuxième fois consécutive. Loin d'apparaître comme une continuité tranquille du pouvoir, ce mandat présente de nombreuses opportunités et défis concernant la place de l'Inde au sein d'un ordre international particulièrement mouvant en cette troisième décennie du XXI^e siècle.

RENFORCER LE POIDS DE L'INDE AU NIVEAU GLOBAL

Une priorité du gouvernement Modi est de faire de son pays la troisième puissance économique d'ici 2027. Avec une croissance économique actuelle de 8,5% par an, la plus forte au monde, l'Inde paraît bien positionnée pour atteindre cet objectif. Le pays, qui était la dixième économie du monde à l'occasion de l'accession au pouvoir de Narendra Modi pour la première fois en 2014, figure désormais comme la cinquième économie mondiale.

Ce troisième mandat du Premier ministre indien promet d'être marqué par sa volonté de renforcer le poids politique de son pays sur la scène internationale. Cet objectif est illustré au mieux par l'objectif de Modi d'inscrire l'Inde comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Ainsi, malgré l'obstacle chinois, Raja Mohan, principal commentateur indien en matière de politique étrangère, a déclaré que l'Inde « n'attendra pas une éternité pour que le Conseil de Sécurité de l'ONU soit réformé » (Gupta, 2024).

Le leadership de l'Inde vis-à-vis du Sud global est également un enjeu majeur pour les cinq années à venir du gouvernement de Modi. Vis-à-vis de cette question particulière, la crédibilité de l'Inde s'est nettement renforcée à l'occasion de l'année écoulée.

En effet, à l'issue du sommet du G20 de Delhi en septembre 2023, Sergueï Lavrov, chef de la diplomatie russe, avait déclaré : « La présidence indienne a vraiment réussi à unir les participants au G20 qui représentent le Sud global » (c'est-à-dire le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde et la Chine). En outre, lors de ce même sommet, l'Union Africaine est devenue le 21ème membre du G20, en partie grâce au soutien de l'Inde. Ainsi, le renforcement des relations indo-africaines, mais également d'autres régions du Sud global comme l'Amérique latine ou encore l'Asie du Sud-Est seront des vecteurs privilégiés par Narendra Modi pour renforcer l'influence croissante de l'Inde à l'échelle mondiale.



Image n°2 : Narendra Modi embrasse le président de l'Union des Comores et président de l'Union africaine (UA), Azali Assoumani, après que l'UA est devenue membre permanent du G20. © NEWS18

LA CHINE, UNE MENACE SÉCURITAIRE PRESSANTE POUR L'INDE DE MODI

Tout comme les opportunités de rayonnement à l'international sont nombreuses pour l'Inde de Modi, les défis auxquels elle fait face s'annoncent nombreux pour le Premier ministre. Il est d'abord difficile d'éviter le parallèle entre la réélection de Modi et le troisième mandat de Jawaharlal Nehru en février 1962. En effet, quelques mois après cette nouvelle réélection, en octobre 1962, la Chine déclarait la guerre à l'Inde et envahissait le nord du pays.

Ainsi, à la suite des dernières élections législatives indiennes, la question de la frontière sino-indienne a été présentée par le ministre des Affaires étrangères indien Subrahmanyam Jaishankar comme un enjeu prioritaire pour son pays, dans un contexte particulièrement tendu.

En effet, la Chine a récemment avancé ses avions de combat J-20 dans une base aérienne au Tibet, dont les missiles ont une portée suffisante pour toucher l'Inde (Velloor, 2024). Ainsi, quelques années après les escarmouches de 2020 et 2021 ayant abouti à des pertes territoriales pour l'Inde, Narendra Modi a déclaré lors de sa campagne que l'amélioration des infrastructures frontalières et le renforcement des capacités de défense seraient des objectifs prioritaires lors de ce troisième mandat (Gupta, 2024). La dépendance aux armes russes sera également une problématique centrale pour la défense indienne, alors que la guerre en Ukraine a fortement affecté l'approvisionnement militaire de l'Inde depuis 2022 (Bommakanti, 2024).

Face à la Chine, le rapprochement entre l'Inde et les puissances occidentales apparaît également comme un enjeu d'importance pour celui que l'on surnomme désormais « Modi 3.0 » (Gupta, 2024). Malgré des relations entre l'Inde et les États-Unis « plus étroites que jamais » (Duggal et al., 2024), ou encore un rapprochement notable avec le Japon et la France, ces derniers restent marqués par plusieurs sources de tensions qui pourraient affecter la viabilité de ces relations, si celles-ci demeurent irrésolues. En effet, les États-Unis et ses alliées canadiens et australiens dénoncent régulièrement l'interférence de l'Inde via divers agents accusés de complots de meurtre, vis-à-vis notamment de la population sikh du Canada. Les États-Unis avaient de leur côté affirmé en novembre 2023 avoir déjoué un assassinat sur leur sol, présumé planifié par l'Inde. Par ailleurs, le fait que l'Inde n'ait pas dénoncé l'invasion russe de l'Ukraine, ou encore la question de la restriction des libertés religieuses en Inde ont contribué à ce que Joe Biden décline l'invitation aux célébrations du Republic Day indien du 26 janvier 2024 (Gupta, 2024). Or, le destin sécuritaire de l'Inde, mais également économique, dépend en grande partie de l'Occident (notamment à travers l'importance des marchés occidentaux pour les exportations indiennes¹).

Même si ce troisième mandat de Modi devrait être marqué par des efforts de rapprochement avec l'Occident, l'Inde garde aujourd'hui un intérêt à ne pas s'inscrire trop profondément dans le camp occidental, afin de minimiser le risque d'un affrontement direct avec son voisin chinois, mais également pour pouvoir s'affirmer comme une véritable « troisième voie » crédible auprès des pays du Sud global.

¹ Selon les données de l'OEC (The Observatory of Economic Complexity), les États-Unis et les Pays-Bas sont aujourd'hui les 1er et 3ème pays importateurs des produits et services d'Inde, respectivement à hauteur de 7,51 et 2,11 milliards de \$US en mars 2024 (<https://oec.world/en/profile/country/ind>).

L'Inde de « Modi 3.0 » a sans doute les moyens d'incarner cette voie alternative. En pleine explosion économique, mais également culturelle - notamment via l'industrie cinématographique de *Bollywood*, le Premier ministre tout juste réélu devrait inscrire l'Inde des cinq prochaines années dans une dynamique de rayonnement non seulement vis-à-vis du Sud global, mais plus généralement au niveau international, en parallèle des défis sécuritaires auxquels le pays devra faire face.

BIBLIOGRAPHIE

Article scientifique :

Duggal, M., Mahapatra, S., Plagemann, J., Anand, A., Betz, J., & Prys-Hansen, M. (2024). *India after the 2024 Elections: Trends and Implications*. (GIGA Focus Asien, 3). Hamburg: German Institute for Global and Area Studies (GIGA) - Leibniz-Institut für Globale und Regionale Studien, Institut für Asien-Studien. <https://www.giga-hamburg.de/en/publications/giga-focus/india-after-the-2024-elections-trends-and-implications>

Essai :

Bommakanti, K. (2024, 17 juin). China's massive attack against India: A looming possibility. *Observer Research Foundation*. <https://www.orfonline.org/expert-speak/china-s-massive-attack-against-india-a-looming-possibility>

Articles de presse :

Gupta, R. (2024, 5 juin). What Will Modi 3.0 Mean for India's Foreign Policy ? The Diplomat. https://thediplomat.com/2024/06/what-will-modi-3-0-mean-for-indias-foreign-policy/?utm_source=ground.news&utm_medium=referral

Le sommet du G20 de New Delhi s'achève, un succès selon Lavrov et Lula. (2023, 10 septembre). Le Point. https://www.lepoint.fr/monde/le-sommet-du-g20-de-new-delhi-s-acheve-un-succes-selon-lavrov-et-lula-10-09-2023-2534869_24.php#11

Velloor, R. (2024, 13 juin). Modi 3.0 must heed history and seek to avert border war with China. The Straits Times. <https://www.pressreader.com/singapore/the-straits-times/20240613/282157886405758>

Webographie :

India. OEC. <https://oec.world/en/profile/country/ind>

LES RELATIONS ENTRE L'IRAN ET L'AZERBAÏDJAN : BILAN DU CONTEXTE IRANO-AZERBAÏDJANAIS À LA SUITE DU DÉCÈS DU PRÉSIDENT IRANIEN EBRAHIM RAÏSSI

RÉDIGÉ PAR SIMON ANCLEVIC

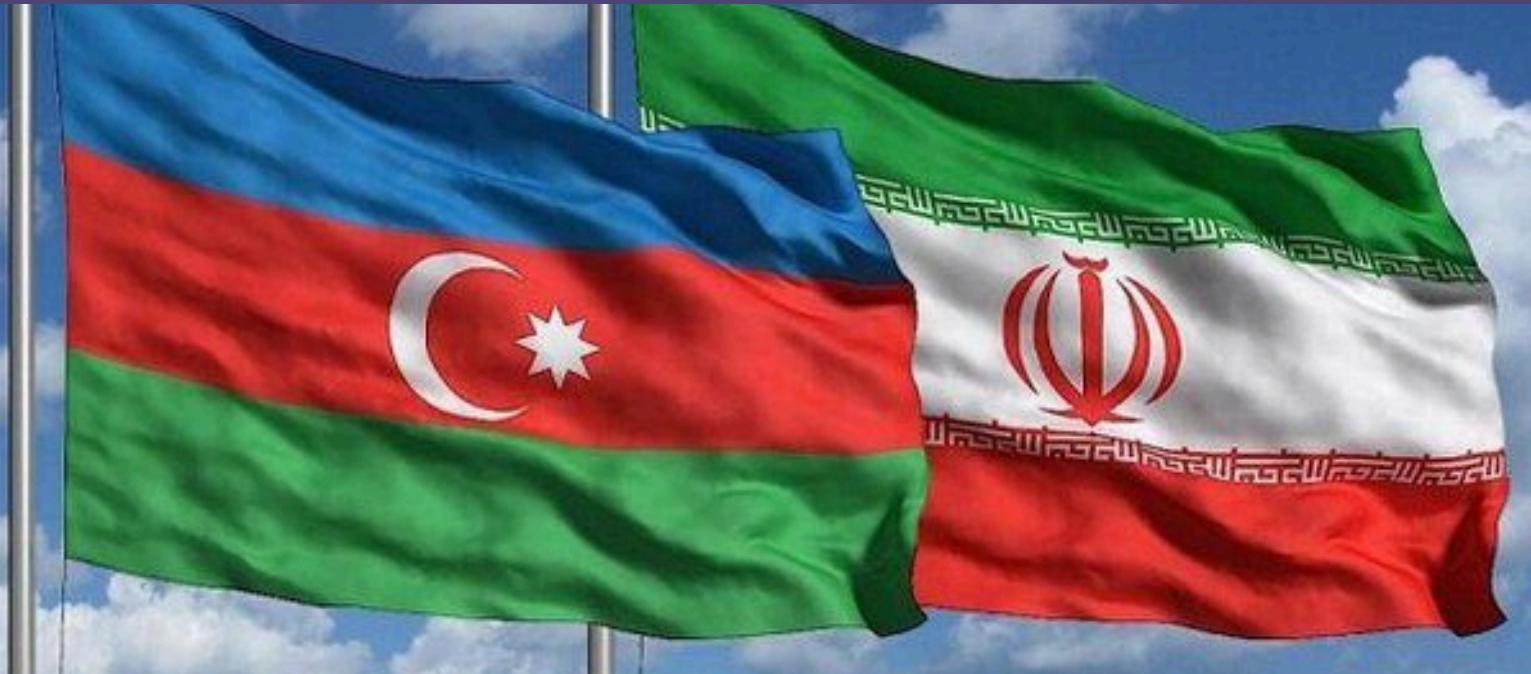


Image n°3 : L'Azerbaïdjan déplace son ambassade en Iran, *La Gazette du Caucase*, 17 mai 2024 © AP photo

La mort du président Ebrahim Raïssi a secoué l'Iran et a résonné bien au-delà de ses frontières. Le 19 mai 2024, le leader iranien s'est rendu en Azerbaïdjan pour une importante rencontre avec le président Ilham Aliyev. Cette rencontre avait pour objectif l'inauguration du barrage de *Qiz Qalasi*, sur les bords de l'Araxe, la rivière symbolique qui traverse la frontière entre les deux pays (Le Point, mai 2024).

Il faut rappeler que le décès du président Raïssi survient dans un contexte géopolitique tendu en Moyen-Orient, notamment à cause de la guerre à Gaza et du développement de l'influence de l'Iran dans la région, qui s'oppose aux ambitions d'un certain nombre d'autres puissances comme les États-Unis ou la Turquie. Ce fut sous la présidence d'Ebrahim Raïssi que l'Iran accéléra son programme d'enrichissement d'uranium pour ses ambitions nucléaires, tout en entravant les inspections internationales. Par ailleurs, le pays apporte son soutien à la Russie dans son invasion de l'Ukraine de février 2022 et, en réaction à la destruction de son consulat à Damas, la République islamique riposta contre Israël dans la nuit du 13 au 14 avril 2024 par une pluie de missiles balistiques et missiles de croisière, tous neutralisés.

Ebrahim Raïssi, qualifié de « président du peuple iranien, travailleur et infatigable qui a sacrifié sa vie pour la nation » d'après les médias d'État à la suite de son décès, était le président ultraconservateur de l'Iran depuis août 2023. Depuis la Révolution islamique de 1979, il joue un rôle majeur en Iran par le biais de ses différentes fonctions : président de la République islamique d'Iran, chef du système judiciaire iranien ou encore vice-président de l'Assemblée des experts, un conseil gouvernemental central dans le système politique iranien. Malgré cela, Ebrahim Raïssi était également une figure controversée, surnommé « le boucher de Téhéran » en raison de son rôle dans les exécutions massives de prisonniers politiques dans les années 1980. Sa présidence a été marquée par des efforts pour redorer son image à l'international, tout en consolidant son pouvoir à l'intérieur du pays.

Le décès d'Ebrahim Raïssi lors de son déplacement présidentiel du 19 mai 2024 en Azerbaïdjan, est révélateur de la complexité des relations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan, oscillant entre périodes de coopération et d'opposition. Cet événement permet de mieux rappeler quels sont les liens qu'entretiennent ces deux pays voisins du sud de la mer Caspienne.



Image n°4 : Le président Ebrahim Raïssi serrant la main de son homologue azerbaïdjanais Ilham Aliyev lors de l'inauguration du barrage de Qiz Qalasi, sur le fleuve Araxe. 19 mai 2024. © AFP - présidence iranienne

AU LENDEMAIN DU DÉCÈS DU PRÉSIDENT EBRAHIM RAÏSSI ET DE SA VISITE EN AZERBAÏDJAN, QUELLES SONT LES RELATIONS ENTRE L'ÉTAT AZERBAÏDJANAIS ET LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN ?

Pour mieux comprendre la situation actuelle, il convient d'analyser les nombreuses connexions culturelles et religieuses entre l'Iran et l'Azerbaïdjan.

Tout d'abord, il faut noter qu'environ 16 % de la population iranienne est d'origine azérie, faisant d'eux la plus grande minorité ethnique du pays (G. Riaux, 2012). Ces Azéris vivent principalement au nord-ouest de l'Iran, notamment dans les provinces de l'Azerbaïdjan oriental et occidental, Ardabil et Zanjan. Cette concentration géographique suscite des craintes au sein du gouvernement iranien qui redoute un éventuel soulèvement. À cela s'ajoute la proximité culturelle et linguistique des Azéris avec l'Azerbaïdjan, qui renforce un sentiment d'irrédentisme, menaçant l'intégrité territoriale de l'Iran. Par conséquent, le gouvernement surveille de près cette région et prend diverses mesures pour prévenir tout mouvement sécessionniste ou de protestation de grande envergure. Aussi, bien que la majorité des Azéris iraniens soient de confession chiite, tout comme le reste de la population iranienne, ils ont une identité culturelle distincte qui les lie à l'Azerbaïdjan, leur voisin de la frontière nord.

VERS DE NOUVEAUX OBJECTIFS MILITAIRES POUR ACCOMPAGNER SA POLITIQUE INTERNATIONALE

Sur le point de la concordance au niveau cultuel, l'Iran et l'Azerbaïdjan partagent une proximité religieuse marquée par la prédominance du chiisme duodécimain, une branche de l'islam qui constitue la majorité religieuse dans les deux pays (B.Balci, 2007). Cette proximité découle d'une histoire commune qui remonte à l'époque des Safavides, une dynastie chiite ayant régné sur la région et qui a contribué à la diffusion du chiisme en Iran et dans le Caucase. En Azerbaïdjan, malgré une période de sécularisation sous l'Union soviétique, le chiisme a conservé une influence significative dans la culture et les pratiques religieuses (A. Murinson, 2011). Aujourd'hui, cette affinité religieuse joue un rôle important dans les relations bilatérales entre les deux nations, bien que des tensions politiques persistent. Les pèlerinages de fidèles azéris vers les sites religieux en Iran témoignent de cette continuité spirituelle.

Malgré ces liens qui existent entre les deux pays, leurs relations sont en grande partie nourries par des désaccords et une opposition concrète en raison de leurs ambitions régionales respectives largement antagonistes. L'une des principales sources de tension réside dans le soutien iranien à l'Arménie pendant les guerres du Haut-Karabakh. En effet, depuis l'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991, l'Iran a entretenu des relations relativement amicales avec l'Arménie, en fournissant une voie de ravitaillement et en développant des projets énergétiques communs. Dans le contexte de l'époque, ce partenariat semblait paradoxal compte tenu de la solidarité islamique de l'Iran vis-à-vis des musulmans impliqués dans d'autres conflits dans la région. Lors de la guerre des 44 jours en 2020, qui a vu l'Azerbaïdjan reprendre intégralement le territoire du Haut-Karabakh, l'Iran a initialement maintenu une position neutre, tout en affirmant son attachement à l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. Cependant, les revendications territoriales azerbaïdjanaises sur l'Arménie et le projet de corridor du Zanguezour, visant à relier la province de Nakhitchevan au reste du territoire, ont été fermement rejetées par l'Iran. Téhéran voit ce projet comme une menace directe à son accès terrestre à l'Arménie et à la Géorgie, essentiel pour ses connexions commerciales et stratégiques avec la mer Noire et l'Europe.

Ainsi, le soutien logistique et diplomatique qu'apporte l'Iran à l'Arménie reste un point de friction majeur avec Bakou. La République d'Iran a fourni une assistance militaire significative, incluant des systèmes de défense antiaérienne et des munitions. Cette assistance s'est traduite par ailleurs par la fourniture d'environ 35 millions de US\$ de matériel militaire entre 2015 et 2019 (*Middle East Institute*, 2021). De plus, l'alliance stratégique de l'Iran avec la Russie, garant de la sécurité de l'Arménie, renforce cette dynamique, créant un axe Téhéran-Moscou-Erevan en opposition aux intérêts turcs dans la région. La Turquie, alliée de l'Azerbaïdjan, a joué un rôle crucial en fournissant des drones de combat et un soutien militaire direct à Bakou, accentuant ainsi les lignes de fracture géopolitiques (H. Jabbarli & A. Aslanli, 2016). Ce jeu géostratégique entre l'Iran, la Russie et la Turquie, qui se présentent comme des puissances régionales, se reflète dans leur soutien respectif à des camps opposés dans le conflit du Haut-Karabakh, illustrant la complexité des alliances et des rivalités dans le Caucase.

L'autre principale source de tension entre l'Iran et l'Azerbaïdjan réside dans les relations qu'entretient l'Azerbaïdjan avec Israël et les États-Unis, tenant un rôle majeur dans ses approvisionnements en armes. Des drones de reconnaissance, des missiles antichars et d'autres équipements militaires israéliens ont par exemple été utilisés de manière décisive par les forces azerbaïdjaniennes contre les Arméniens du Haut-Karabakh. Ces alliances renforcent la méfiance iranienne, car elles offrent à Israël une présence stratégique à la frontière nord-ouest de l'Iran. L'influence israélienne dans la région est perçue comme une menace directe à la sécurité nationale iranienne. Les relations amicales entre Bakou et Washington ajoutent une couche supplémentaire de complexité. De surcroît, les relations irano-azerbaïdjaniennes ont également été marquées par des incidents diplomatiques et des accusations réciproques. L'attaque contre l'ambassade d'Azerbaïdjan à Téhéran en janvier 2023, qui a fait un mort et plusieurs blessés, a fortement détérioré leurs relations bilatérales. Bakou a accusé Téhéran d'être derrière l'attaque, exacerbant encore les tensions, même si aujourd'hui l'ambassade a rouvert ses portes dans la capitale iranienne.

LES NOUVELLES DYNAMIQUES DES RELATIONS IRANO-AZERBAÏDJANAISES ET DÉVELOPPEMENT DES COOPÉRATIONS

Malgré ces tensions, l'Iran et l'Azerbaïdjan ont cherché à renforcer leur coopération dans divers domaines. La rencontre entre Raïssi et Aliev le 19 mai 2024, sur les bords de l'Araxe, témoigne de cette volonté et l'inauguration du barrage *Qiz Qalasi* et les autres projets d'infrastructure visent à améliorer les relations économiques et énergétiques entre les deux pays.

Les projets de barrages, notamment le *Qiz Qalasi* et le *Khoda Afarin*, illustrent cet intérêt mutuel pour le développement des ressources hydrauliques et énergétiques entre l'Iran et l'Azerbaïdjan. Situés sur la rivière Araxe, qui marque la frontière entre les deux pays, ces barrages sont conçus pour maximiser l'utilisation des ressources en eau, essentielles dans une région où la gestion de l'eau est cruciale pour le développement agricole et industriel. Le barrage de *Khoda Afarin*, par exemple, est capable de stocker environ 1,6 milliard de mètres cubes d'eau, et son réservoir s'étend sur une superficie de 100 kilomètres carrés. En plus de l'irrigation, ces barrages contribuent également à la production d'énergie hydroélectrique, avec une capacité installée prévue de 200 MW, toujours pour le barrage de *Khoda Afarin*, fournissant ainsi une source d'énergie renouvelable importante pour les deux pays (AL24 News, mars 2024).



Image n°5 : Le barrage de Khoda-Afarin, situé à la frontière de l'Iran et de l'Artsakh, *Armenie Info*, 2 novembre 2021.

De plus, l'Iran et l'Azerbaïdjan ont signé des accords pour la construction de pipelines et de raffineries communes, visant à augmenter les échanges de pétrole et de gaz naturel. Ces projets de coopération dans la région de la mer Caspienne sont stratégiques pour l'Iran, qui cherche à diversifier ses routes d'exportation et à atténuer l'impact des sanctions internationales (É. Forestier-Peyrat, 2021). En 2016, les deux pays ont convenu d'investir conjointement dans la modernisation de la raffinerie de pétrole de Bakou, avec un investissement initial de 1 milliard de US\$. De plus, un pipeline de gaz naturel, de 200 kilomètres de long, reliant l'Iran à l'Azerbaïdjan, a été envisagé pour faciliter le transit énergétique. Ces infrastructures permettent non seulement de sécuriser les approvisionnements énergétiques, mais aussi de renforcer les relations économiques bilatérales.

L'Azerbaïdjan, riche en ressources pétrolières et gazières, bénéficie d'un accès plus facile au marché iranien, tandis que l'Iran, en plus de diversifier ses exportations, peut accéder à des technologies avancées et à des investissements étrangers. Ces collaborations sont essentielles pour un développement économique accru ainsi que pour la stabilité de la région.

Finalement, la mort du président Raïssi et les discussions ultérieures entre les dirigeants intérimaires iraniens et azerbaïdjanais montrent une volonté commune de poursuivre sur la voie de la coopération. Mohammad Mokhber, président iranien par intérim, a souligné l'importance de mettre en œuvre les accords récemment conclus, tout en réaffirmant la position de l'Iran sur la sécurité régionale.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage :

Riaux, G. (2012). *Ethnicité et nationalisme en Iran : La cause azerbaïdjanaise*. Karthala.

Articles scientifiques :

Balci, B. (2007). 7. Le chiisme en Azerbaïdjan post-soviétique : entre influences iraniennes et dynamiques internes. Dans : Sabrina Mervin éd., *Les mondes chiites et l'Iran* (pp. 163-187). Paris: Karthala.

Forestier-Peyrat, É. (2021). Entre mer Noire et Caspienne. Les relations Caucase-Iran depuis la Seconde Guerre mondiale. *Relations internationales*, 187, 81-92.

Jabbarli, H. & Aslanli, A. (2016). Turquie-Azerbaïdjan : liens idéologiques ou relations stratégiques ?. *Outre-Terre*, 48, 315-325.

Murinson, A. (2011). Le poids de l'histoire : Comment l'Iran pénètre en Azerbaïdjan. *Outre-Terre*, 28, 471-480.

Articles de presse :

Benoit Filou. (2020, 15 octobre). L'Iran écartelé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. *Orient XXI*.
https://orientxxi.info/magazine/l-iran-ecartele-entre-l-armenie-et-l-azerbaidjan_4201

Christian Makarian. (2024, 20 mai). Ebrahim Raïssi, mort sur une frontière en état de guerre sourde. *Le Point*.
https://www.lepoint.fr/monde/mort-d-ebrahim-raissi-que-se-passe-t-il-entre-l-iran-et-l-azerbaidjan-en-etat-de-guerre-sourde-20-05-2024-2560715_24.php

La tension monte entre l'Iran et l'Azerbaïdjan. (2021, 6 octobre). RFI.

<https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20211006-la-tension-monte-entre-l-iran-et-l-azeba%C3%AFdjan>

L'Iran et l'Azerbaïdjan inaugureront un barrage de retenue à leur frontière commune. (2024, 14 mars). AL24 News.

<https://al24news.com/fr/liran-et-lazerbaidjan-inaugureront-un-barrage-de-retenue-a-leur-frontiere-commune/>

DOSSIER

GÉOPOLITIQUE DU SPORT

SOMMAIRE

- 13** INTRODUCTION
Laura Degrange, Marin Guillon Verne

- 14** LES JEUX OLYMPIQUES
ENGRANGENT-ILS UN
BÉNÉFICE POUR LE PAYS
HÔTE ?

Robin Yahi

- 16** LE SOFT POWER À TRAVERS
LE SPORT : L'EXEMPLE DU
QATAR

Hugo Colas

- 19** LA NBA, UN INSTRUMENT
DE SOFT POWER
AMÉRICAIN ?

Marin Guillon Verne

- 22** CONCLUSION
Laura Degrange, Robin Yahi



Introduction

RÉDIGÉE PAR LAURA DEGRANGE & MARIN GUILLON VERNE

Alors que Paris accueille cette année la 33e édition des Jeux Olympiques, fort est de constater l'engouement autour de cette compétition. La cérémonie d'ouverture a conquis une grande majorité de Français et a reçu un accueil chaleureux par la presse étrangère, qui s'émerveille aujourd'hui des sites créés pour l'occasion. Aménagement des jardins du château de Versailles pour accueillir l'équitation, matchs de beach-volley sous la tour Eiffel, épreuves d'escrime au Grand Palais... tout a été pensé pour en mettre plein la vue. De fait, l'événement n'est pas seulement une grande rencontre sportive. Il participe aussi au rayonnement de la France, à sa grandeur, et permet de montrer aux yeux du monde entier qu'elle est une grande puissance. Au-delà du sport, ces JO sont aussi un argument de puissance, et constituent donc un enjeu géopolitique.

C'est ce que nous avons voulu aborder dans ce dossier. En effet, que ce soit au travers de compétitions ou de championnats internationaux, le sport a pris une place considérable dans les relations internationales, devenant au cours du temps un puissant levier d'influence et un véritable instrument de *soft power*. Nous entendrons par « *soft power* » le concept développé par Joseph Nye, à savoir la capacité d'influence et de persuasion d'un État (ou autre) par des moyens non coercitifs (telle que l'influence culturelle par exemple). Aujourd'hui, le sport fait partie intégrante de la stratégie d'influence d'un État. L'accueil d'une compétition internationale telle que les JO ou la Coupe du monde de football, permet au pays hôte d'exposer sa puissance et de renforcer son influence à travers le globe. Dans ce dossier que nous consacrons à la géopolitique du sport, nous aborderons trois sujets majeurs.

Tout d'abord, nous nous pencherons sur le bénéfice que représente l'accueil des Jeux Olympiques pour le pays hôte par rapport à son coût. En effet, ce genre d'événement sollicite un budget considérable, qui amène à se demander si sa prise en charge est bénéfique à l'économie du pays, ou si au contraire, elle représente un gouffre financier.

Nous verrons par la suite comment le Qatar utilise le sport comme un outil de *soft power*, notamment par l'organisation de compétitions internationales et par l'achat de clubs de football. Dans ce secteur, le Qatar est un cas d'école. Consacrant des dépenses faramineuses au développement d'infrastructures sportives, le pays s'appuie sur ce secteur pour diversifier son économie.

Un dernier article sera consacré à la NBA et à son rôle dans la diffusion et l'influence de la culture américaine. La prestigieuse ligue de basketball peut-elle être considérée comme un instrument de *soft power* américain ou est-elle un pur produit de la mondialisation ? En relisant son histoire et son développement, nous donnerons quelques pistes de réflexion.

LES JEUX OLYMPIQUES ENGRANGENT-ILS UN BÉNÉFICE POUR LE PAYS HÔTE ?

RÉDIGÉ PAR ROBIN YAHİ



Image n°6 : Les anneaux olympiques devant la Tour Eiffel. Forbes, 2024. © Gettyimages

Les Jeux Olympiques de Paris 2024 seront un excellent moyen pour la République française de faire valoir sa culture et son patrimoine. Les grandes compétitions sportives internationales comme les Coupes du Monde de Football, ou les Jeux Olympiques d'été et d'hiver, sont également depuis leur création, un moyen de mettre en lumière la capacité d'organisation d'une nation. Le rayonnement culturel est certain, en effet, un pays se retrouvant sous les feux des projecteurs internationaux durant plusieurs semaines n'aura aucun mal à valoriser son patrimoine et les richesses de son territoire. Les grandes compétitions sportives permettent également de dynamiser le secteur touristique, hôtels et restaurants profitant de la venue de nombreux visiteurs pour augmenter leur chiffre d'affaires. Mais qu'en est-il du bénéfice de l'État ? Au vu des dépenses faramineuses nécessaires à la construction d'infrastructures modernes pouvant accueillir athlètes et spectateurs, l'organisation d'une compétition sportive internationale comme les Jeux Olympiques est-elle bénéfique à l'économie du pays organisateur ? Ou au contraire, est-ce un gouffre financier ?

BÉNÉFICE OU GOUFFRE FINANCIER ?

Historiquement, le choix du pays organisateur des Jeux Olympiques se basait principalement sur les avantages infrastructurels et sportifs des candidats pour décider quelle ville allait avoir l'honneur d'organiser la compétition. L'attribution de l'organisation pouvait également s'expliquer par des considérations historiques, comme la première édition à Athènes en souvenir des Jeux Antiques, mais aussi pour des raisons géopolitiques, comme les Jeux Olympiques de Moscou en 1980. Néanmoins, après l'édition de 1976, le critère économique devient prépondérant. En effet, les jeux de cette année, organisés à Montréal au Canada, verront les caisses du comité d'organisation québécois enregistrer un déficit de 1 milliard de dollars. Ce déficit a été résorbé par un impôt sur le contribuable québécois et par une taxe sur le tabac dans l'ensemble de la province (Andreff, 2015). L'exemple des JO d'Athènes en 2004 a également marqué les difficultés que peuvent éprouver les organisateurs de la compétition.

En effet, les constructions, qui auraient coûté environ 130 millions d'euros (Le Monde, 2023), n'auraient pas été entretenues et seraient tombées en décrépitude, manque de moyens. Ainsi, la viabilité économique et financière passe également par un entretien et un usage des infrastructures construites pour les grandes compétitions internationales. Au Brésil ou au Qatar, respectivement pays hôte de la Coupe du monde football en 2014 et en 2022, de nombreux stades construits spécialement pour l'occasion, ayant coûté plusieurs millions d'euros, sont maintenant inutiles et peu ou pas entretenus.

De ce fait, les infrastructures représentent un coût non négligeable pour tout pays souhaitant organiser une compétition sportive internationale. Le stade olympique est un parfait exemple du coup financier que représente l'organisation des JO. Pour les Jeux de Londres en 2012, la rénovation du stade olympique avait coûté environ 577 millions d'euros et celui des JO de Tokyo en 2020 aurait couté environ 1,2 milliard d'euros. À ces dépenses infrastructurelles s'ajoutent le « village olympique », un ensemble de logements pouvant accueillir les délégations durant la durée des Jeux. Il faut également développer des liaisons de transport (routes, transports en communs) pour assurer le bon déroulement de la compétition. Enfin, l'aspect sécuritaire est primordial, et l'accueil de centaines de milliers de visiteurs nécessite une présence renforcée des forces de l'ordre. Par conséquent, depuis les JO de Montréal en 1976, le budget prévu a systématiquement été dépassé, avec des différences entre coût prévisionnel et coût final parfois invraisemblables comme les JO de Pékin en 2009 qui devait initialement coûter 2,5 milliards d'euros, mais qui finiront par coûter plus de 30 milliards d'euros.

Ainsi, si le prestige acquis en termes de soft-power est non négligeable, le coût financier est considéré comme désavantageux par de nombreuses opinions publiques. En 2015, un sondage réalisé par « Le Figaro » démontrait que la majorité de leurs internautes étaient contre l'organisation des JO à Paris en 2024 en raison de la peur d'un potentiel gouffre financier à venir, qui serait, comme à la suite des JO de Montréal en 1976, aux frais du contribuable. À quelques semaines des JO, dans un pays où les débats autour de la dette publique de l'État s'intensifient et deviennent un enjeu politique et financier majeur pour les différents partis faisant campagne pour les élections législatives à venir, une explosion du budget du comité d'organisation serait logiquement vivement critiquée.

Selon le président de la Cour des Comptes, Pierre Moscovici, l'organisation des JO de Paris devrait coûter entre 3 et 5 milliard d'euros, même si tant que la compétition n'est pas terminée, on ne peut savoir réellement le coût de l'organisation. Néanmoins, sans prendre de risques, l'on peut affirmer qu'il y aura très certainement un dépassement du budget du comité d'organisation qui est de 4,4 milliards d'euros. Si le dépassement du budget pèse certainement dans la balance de rentabilité, le comité d'organisation annonce que les JO seront rentables pour l'économie française, et plus particulièrement pour l'économie francilienne. En effet, la construction des infrastructures a été en grande partie réalisée par des entreprises françaises : 88 % des entreprises partenaires (infrastructures, sécurité, logistique, hôtellerie-restauration) des JO sont des entreprises françaises, dont 79 % de TPE-PME. De plus, selon le Centre de droit et d'économie du sport, l'affluence touristique liée aux JO devrait générer entre 6,7 et 11,1 milliards d'euros de retombées économiques. Si ces prévisions sont exactes, on pourra affirmer que les JO de Paris 2024 seront financièrement bénéfiques pour la ville de Paris et son agglomération. La venue de nombreux visiteurs pourrait également dynamiser l'économie touristique des autres régions françaises.

En résumé, si l'on ne peut prévoir le bénéfice ou le déficit des JO, on peut envisager que le budget total sera très vraisemblablement dépassé. Néanmoins, l'organisation des Jeux devrait aussi bénéficier à bon nombre de commerçants et entreprises françaises. Le gain de prestige sera certain, tant que l'organisation et la sécurité sont bien gérés par les autorités. Pour ce qui est du gain économique, nous aurons la réponse à la fin des Jeux Olympiques.



LE SOFT POWER A TRAVERS LE SPORT : L'EXEMPLE DU QATAR

RÉDIGÉ PAR HUGO COLAS



Image n°7 : Le Qatar, sous la direction de l'émir Tamim ben Hamad Al Thani et de son frère Jassim, a consolidé sa position dominante dans la région grâce à l'organisation de la Coupe Du Monde de Football en 2022. © PictureAlliance/Icon sport

L'expression « soft power », conceptualisée par Joseph Nye en 1990, désigne la capacité d'influence et de persuasion d'une entité sur une autre par des moyens non coercitifs. Ce concept a trouvé une application notable dans le domaine du sport, devenu au fil du XXe siècle un outil puissant de diplomatie et de rayonnement international. Le football, en particulier, est devenu plus qu'un simple sport : il est un vecteur de croissance économique, d'amélioration des relations diplomatiques et d'influence. Les États ont depuis longtemps reconnu le potentiel du sport dans leurs communications et leurs diplomatisies. Des événements historiques comme la Coupe du monde de 1934 sous Mussolini ou les Jeux de Berlin en 1936 sous le régime nazi en sont des exemples tristement emblématiques. Le football, avec son caractère universel, joue un rôle clé en véhiculant des valeurs telles que l'esprit d'équipe, le respect et la persévérance. Toutefois, la diplomatie sportive peut aussi entraîner des cas de déconnexion entre les valeurs sportives affichées et la réalité politique et sociale des pays concernés, comme le montrent les exemples du Qatar et de la Russie récemment. Le sport est également utilisé comme un instrument de médiation permettant de rétablir des relations diplomatiques interrompues.

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, par exemple, utilise explicitement le sport pour renforcer l'influence française dans le monde et promouvoir son économie et son attractivité. C'est pourquoi il est décisif pour les grandes nations d'accueillir des grandes compétitions telles que les Jeux Olympiques (JO) ou la Coupe du monde de football.

LE QATAR : UN CAS D'ÉCOLE DE SOFT POWER

Le Qatar a déployé une politique de soft power particulièrement ambitieuse au cours des trente dernières années. Ce micro-Etat, riche en réserves de gaz et de pétrole, a pour objectif de diversifier son économie pour anticiper l'épuisement de ses ressources en hydrocarbures. Ainsi, sur le court terme, le pays ne cesse de développer des partenariats militaires et économiques afin de bonifier l'économie du pays et de permettre aux investissements externes de continuer leurs activités.

Le micro-État, qui fait moins de 12.000 kilomètres carrés, mais qui possède 15 % des réserves mondiales de gaz, a investi dans les grands groupes du CAC 40 (Vinci, Veolia...), des médias comme Lagardère, l'hôtellerie de luxe ou l'immobilier, mais a également investi massivement dans le sport avec le club du Paris Saint-Germain comme navire amiral. Le gouvernement cherche aussi à maintenir son influence sur son territoire et en dehors en faisant l'achat depuis quelques années de nombreux matériels militaires comme l'avion Eurofighter Typhoon et des missiles intelligents PAC 3 Patriot. L'objectif est clairement affiché : le Qatar sait se protéger et possède une force de frappe sur les autres pays. De plus, le Qatar a joué un rôle récemment dans les efforts de médiation dans les conflits en Afghanistan, au Yémen et encore à¹ Gaza. Toutes ces stratégies s'insèrent dans une diplomatie de hard power (Nye, 1990). Toutefois, le pays ne se limite pas à affirmer sa puissance par les armes ou par son secteur énergétique. Il a massivement investi dans le sport, en particulier à travers le Paris Saint-Germain (PSG) et dans de différentes compétitions mondiales comme les Coupes du monde de Handball 2015 et de Football 2022. Le Qatar cherche à se positionner comme un leader en intégrant tous les niveaux de l'industrie sportive, passant par l'organisation de compétitions, l'achat de superstars ou encore la création d'une chaîne de télévision sportive (Al-Jazeera). Le pays multiplie les organisations de compétitions sportives telles que le golf (Dubaï), la voile et du cyclisme afin d'en obtenir le maximum de retombées médiatiques et de contribuer à une autre image pour le pays. La Coupe du monde de football est le point central de cette stratégie de soft-power. Elle permet au Qatar de nouer des alliances internationales et de peser face à l'Arabie Saoudite qui, de son côté, a racheté le club anglais de Newcastle et face aux Émirats arabes unis, propriétaires d'une des plus importantes équipes de ce sport, Manchester City. Cette compétition arrive au moment où Riyad et Abu Dhabi reprochent au Qatar ses liens avec l'Iran et les Frères musulmans et lui ont même imposé un blocus de 2017 à janvier 2021. Ainsi, ces investissements ont pour but de participer à redorer une image d'un pays parfois perçu comme archaïque et où les droits humains ne sont pas toujours respectés. Par ces initiatives, le Qatar cherche à se positionner comme un acteur moderne et progressiste sur la scène internationale, tout en montrant son engagement envers des réformes socio-économiques et l'amélioration des conditions de vie de ses citoyens. Doha s'efforce de moderniser son image à travers le sport, mais l'organisation de cette Coupe du monde a été frappée par de nombreux scandales.

Pour commencer, un soupçon important de corruption mélangeant un fort lobbying et des personnalités aux places comme Nasser Al-Khelaifi (prince qatari et président du PSG), Nicolas Sarkozy (président français à l'époque de ce scandale), Jean-Michel Platini (président de la FIFA et figure incontournable du football français) et bien d'autres membres de la FIFA. Cette victoire dans la course à l'organisation fut une surprise pour beaucoup et ses soupçons ont quelque peu entaché les valeurs du pays. De plus, cette diplomatie sportive a fait face aux réalités sociales et démographiques d'un pays composé de trois cent mille Qatars et de plus de deux millions de travailleurs étrangers, parmi lesquels de très nombreux ouvriers originaires du Pakistan, d'Inde, du Népal et du Bangladesh. Les nombreux articles et enquêtes sur les conditions de travail et les droits des travailleurs ont beaucoup touché l'image de cette compétition. Mais le plus gros scandale reste le nombre de décès sur les chantiers de cette Coupe du monde. On estime que la construction des infrastructures sportives aurait causé plusieurs milliers de morts selon Amnesty International, bien que que le Qatar ait publié des statistiques bien moindres concernant la mort de certains ouvriers sur les chantiers depuis 2012. Concernant ces décès, la plupart des certificats mentionnent crise cardiaque ou défaillance respiratoire. Cela permet de ne pas attribuer ces décès à des conditions de travail particulièrement dures. Ainsi, en 2016, le Qatar a déclaré « seulement » 35 ouvriers décédés parmi les travailleurs étrangers à la suite de blessures sur des chantiers de construction. Le manque de transparence concernant les morts sur les chantiers et les allégations de corruption ont considérablement terni l'image du Qatar, mettant en lumière des préoccupations majeures sur les droits des travailleurs et la gestion des grands projets internationaux.

Néanmoins, le Qatar a réussi un grand coup en devenant le premier pays arabe à obtenir l'organisation de la Coupe du monde de football, renforçant ainsi sa position et son prestige face à ses voisins et rivaux du Golfe. De plus, le Qatar a su démontrer sa capacité à concilier un wahhabisme rigoureux à l'intérieur du pays avec une image moderne et tolérante sur la scène internationale, prêt à accueillir le monde entier. Par ailleurs, Doha nourrit l'ambition de se hisser parmi les grands, tant dans le domaine sportif que diplomatique, en jouant un rôle actif au Yémen, en Syrie et à Gaza, en accueillant l'une des plus grandes bases militaires américaines dans le Golfe, ou encore en investissant massivement dans des infrastructures culturelles à travers le monde pour soutenir sa stratégie de soft power.

Ainsi, Pascal Boniface a souligné que le sport peut rendre une puissance plus sympathique et populaire, contrairement à la démonstration de la puissance militaire Cependant, pour le Qatar, la grandeur des investissements sportifs peut brouiller le message et renforcer l'image d'une richesse mal répartie, d'un pouvoir autoritaire et de la toute-puissance de l'argent. Néanmoins, par le biais du *soft power* que constitue la diplomatie sportive, le Qatar cherche ainsi à accroître sa notoriété, augmenter le courant de sympathie mondial à son égard et à se rendre d'une certaine manière indispensable aux instances sportives par le biais de ses financements. C'est la face sombre du football, le « *foot business* ».

LA NBA, UN INSTRUMENT DE SOFT POWER AMÉRICAIN ?

RÉDIGÉ PAR MARIN GUILLOU VERNE



Image n°8 : Zaccharie Risacher (à droite) et Alex Sarr (à gauche) à la Draft NBA 2024. © Getty Images / Eurosport

Zaccharie Risacher, Alexandre Sarr, Tidjane Salaün, Pacôme Dadiet... Cette année ils sont quatre Français à avoir été sélectionnés dès le premier tour de la Draft NBA (*National Basketball Association*), un système de loterie qui permet aux équipes ayant obtenu le moins bon bilan la saison passée de se renforcer la saison suivante, en optimisant leurs chances de sélectionner les jeunes joueurs les plus prometteurs. Par ce procédé, 60 joueurs sont choisis chaque année pour intégrer la prestigieuse ligue de basket-ball. Ils sont répartis en deux tours : le premier tour rassemble les 30 meilleurs joueurs, qui sont départagés entre les 14 équipes les plus faibles de la ligue ; et le second tour rassemble 30 autres joueurs, que se disputent les équipes les plus fortes, celles qui ont généralement réussi à accéder aux phases de play-offs – les séries éliminatoires du championnat.

De fait, cette Draft 2024 est historique à de nombreux égards. En effet, c'est la première fois dans l'histoire de la NBA que quatre joueurs internationaux d'une même nation (en dehors des Etats-Unis et du Canada) sont appelés au premier tour. C'est aussi la première fois que les deux premiers choix de la Draft ne sont pas Américains.

Dans ce contexte, la France fait forte impression : après Victor Wembanyama sélectionné en première position par les San Antonio Spurs l'an dernier, c'est au tour de Zaccharie Risacher d'être choisi en premier par les Hawks d'Atlanta, secondé par Alexandre Sarr qui rejoint les Wizards de Washington.

Cette Draft 2024 témoigne plus largement d'une internationalisation de la ligue, où les joueurs étrangers (hors continent Nord-Américain) prennent de plus en plus de place. Sur les 6 derniers titres de MVP (*Most Valuable Player*), la plus prestigieuse des récompenses individuelles pour un joueur, aucun n'a été remporté par un Américain. Nikola Jokic, MVP en 2021, 2022 et 2024 est serbe ; Joel Embiid, le MVP de la saison 2023 est camerounais ; et Giannis Antetokounmpo ayant remporté le trophée en 2019 et en 2020 est grec. Lors de la saison 2023-2024, sur près de 550 joueurs, 125 étaient étrangers, soit le plus gros total jamais enregistré. Pourtant, la ligue de basketball a longtemps été, et reste encore, associée à l'image des États-Unis, constituant même une vitrine de la culture américaine. Jusqu'à servir son exportation à travers le monde ? De levier d'influence pour la puissance américaine ?

LA RÉVOLUTION DAVID STERN

Créée en 1946, la NBA a mis du temps à s'imposer comme l'une des principales ligues américaines. Concurrencée par la NFL (*National Football League*), la MLB (*Major League Baseball*) et la NHL (*National Hockey League*), elle rencontre toutefois une forte popularité auprès du public américain, portée par un cortège de stars, telles que Bob Cousy, Wilt Chamberlain, Bill Russell, Jerry West ou encore Bob Pettit. Mais la ligue entre véritablement dans une autre dimension à partir de 1984, lorsque David Stern est nommé commissionnaire de la NBA. Il se retrouve à la tête d'une organisation en faillite, embourbée dans des scandales de drogue et de racisme. Il engage alors une réforme en profondeur pour changer l'image de la ligue, mais surtout pour la faire connaître à l'international.

C'est dans ce contexte qu'est créée la *Dream Team*, en 1992. Suite à la cruelle désillusion des Jeux Olympiques de Séoul en 1988, où l'équipe américaine de basket-ball - qui était alors une équipe universitaire – s'était inclinée face à l'URSS en demi-finale, le nouveau commissionnaire propose d'ouvrir la compétition aux joueurs professionnels. C'est donc avec une armada de superstars telles que Michael Jordan, Magic Johnson, Larry Bird, ou encore Karl Malone que les Etats-Unis abordent les Jeux de Barcelone, se livrant à une véritable démonstration de force. Écrasant la compétition, l'équipe éblouit le monde entier et donne une nouvelle impulsion à la NBA, qui va largement profiter de cet engouement pour poursuivre son développement et son internationalisation.

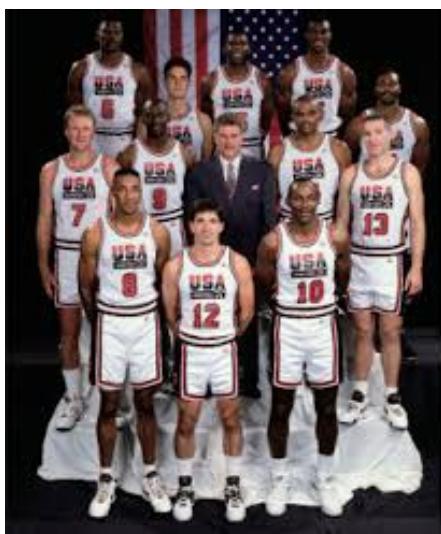


Image n°9 : La « Dream Team » lors des JO de Barcelone en 1992. © Basketsession.com

En effet, à partir de 1992, la ligue connaît une explosion de popularité à travers le globe, particulièrement en Europe : les ventes de maillots atteignent des sommets vertigineux, les stars américaines sont adulées, et la culture occidentale s'américanise à mesure que le basket, tout comme le rap et le hip-hop, séduit les jeunes générations. Véritable phénomène culturel, la NBA attire aussi de nombreux joueurs étrangers. A partir de la fin des années 1990 - début des années 2000, plusieurs grands noms du basket européen intègrent la prestigieuse ligue, comme le Français Tony Parker, l'Espagnol Pau Gasol ou l'Allemand Dirk Nowitzki. Conscient de ce rayonnement, David Stern négocie plusieurs contrats télévisuels avec des chaînes de diffusions américaines et étrangères. Mais son ambition ne s'arrête pas là. Après avoir largement conquis le public et le marché européens, il se penche dès le début des années 2000 sur un marché plus large.

À LA CONQUÊTE DU MONDE

En 2002, un phénomène chinois de 2,29 mètres fait son entrée dans la ligue : Yao Ming. L'occasion pour David Stern d'élargir le marché de la NBA. Dès son arrivée sur les parquets américains, le « géant chinois » bénéficie d'une large campagne de communication, qui l'élève rapidement au rang de superstar. Ses matchs sont suivis assidûment par les supporters chinois, et la NBA traduit même les systèmes de vote du All Star Game¹ dans la langue du natif de Shanghai. Cette stratégie porte ses fruits et crée un véritable engouement autour de ce sport : avec l'arrivée de Yao Ming, la Chine devient le troisième marché de la NBA et près de 300 millions de Chinois se mettent au basketball. Mais la réalité géopolitique a rapidement rattrapé le sport.

En octobre 2019, Daryl Morey, le président du club des Rockets de Houston se fend d'un tweet où il dénonce la répression du régime chinois à l'égard de Hong Kong. Ce dernier, considéré comme le « tweet le plus cher de l'histoire », entraîne la scission du partenariat entre la Chine et la NBA, dans un contexte de rivalité toujours croissante entre Pékin et Washington. Si depuis les tensions se sont apaisées, la ligue américaine a beaucoup pâti de cette déclaration sur les réseaux, où elle s'est retrouvée coincée entre la préservation du marché chinois et la défense des valeurs humanistes qu'elle prône.

¹ Match annuel opposant les meilleurs joueurs de la conférence Est contre les meilleurs joueurs de la conférence Ouest.



Daryl Morey
@dmorey



FIGHT FOR
FREEDOM
STAND WITH
HONG KONG

7:41 PM · 04 Oct 19 · Twitter Web App

Image n°10 : Tweet de Daryl Morey datant du 4 octobre 2019 en soutien aux manifestations de Hong Kong. © Twitter

Depuis la nomination d'Adam Silver en tant que nouveau commissionnaire en 2014, la NBA souhaite investir de nouveaux marchés tels que l'Inde et l'Afrique. Bien qu'elle ait lancé son programme *NBA Academy and Basketball Without Borders* en mai 2017, elle peine à s'imposer en Inde, où le cricket et le football règnent en maîtres. Elle est plus confortablement installée en Afrique, où elle a donné naissance à la BAL (*Basketball Africa League*), et où elle intervient par le biais de NBA Cares, un organisme œuvrant sur des questions d'ordre social, éducatif, ou encore sanitaire. Aujourd'hui, l'Afrique est un marché prometteur pour la ligue américaine. Plusieurs joueurs du continent y ont déjà fait leurs preuves – Joel Embiid et Pascal Siakam pour ne citer qu'eux – et la BAL connaît une popularité croissante. Ces différents organismes permettent en outre de diffuser les valeurs et la culture américaine à grande échelle. Pour autant, peut-on parler de la NBA comme d'un outil de soft power américain ?

UN INSTRUMENT DE SOFT POWER AMÉRICAIN ?

Indéniablement, la NBA sert de vitrine à la culture américaine. Mascottes, « pom-poms girls », et shows de mi-temps sur fond de rap américain sont même entrés dans les « codes » du basket, jusqu'à devenir presque indispensable à chaque match. Par ailleurs, au cours de la saison, plusieurs évènements célèbrent la culture américaine, telle que *Thanksgiving*, la journée Martin Luther King, ou d'autres fêtes propres à chaque franchise.

L'hymne national américain précède chaque rencontre, et la plupart des termes techniques utilisés sont en anglais – y compris sur les chaînes de diffusions étrangères (« fadeaway », « alley-oop », « hook shot » ...). Dans la culture populaire, les joueurs NBA sont omniprésents, notamment dans les textes de rap. Grâce aux matchs, la ligue réussit à transmettre un mode de vie, des valeurs, un idéal ancré dans la culture américaine qui fascine.

Pour autant, si la NBA est aujourd'hui indissociable de l'image des États-Unis, elle est loin de représenter le pouvoir américain. En effet, la ligue a montré à maintes reprises son désaccord avec la Maison Blanche. Sous le mandat de Donald Trump, entre 2017 et 2021, les vainqueurs du championnat ont à chaque fois décliné l'invitation du président, bien qu'il s'agisse d'une tradition aux États-Unis (concernant les sports collectifs, la coutume est de venir célébrer le titre de champion à la Maison Blanche). La Ligue est autonome vis-à-vis de Washington, elle n'a aucun compte à rendre. Il est difficile de la qualifier de « soft power » américain dans la mesure où elle ne sert pas la politique du pays, mais plutôt un idéal. Participant au rayonnement américain, la NBA n'en reste pas moins un pur produit de la mondialisation. Mais alors jusqu'où pousser le développement de la NBA ? Sera-t-elle amenée à devenir un organisme international, comme la FIFA ?



Conclusion

RÉDIGÉE PAR LAURA DEGRANGE & ROBIN YAHİ

Le sport, en particulier par le prisme des grandes compétitions internationales, s'est affirmé comme un puissant levier de soft power pour les nations. À travers trois études de cas — le Qatar, la NBA et les Jeux Olympiques — nous avons vu comment le sport transcende les frontières culturelles, politiques et économiques pour devenir un vecteur d'influence à l'échelle mondiale.

Le Qatar, grâce à ses investissements massifs dans le sport, notamment dans le football, a su se hisser sur la scène internationale non seulement comme un acteur économique de premier plan, mais aussi comme un modèle de modernisation au sein du monde arabe. Cependant, cette stratégie de soft power, symbolisée par l'organisation de la Coupe du Monde 2022, a été entachée par des scandales liés aux droits humains et à la corruption, mettant en lumière les limites et les contradictions d'une diplomatie sportive trop axée sur le capital financier et la visibilité médiatique.

Parallèlement, la NBA incarne parfaitement le modèle d'une organisation sportive qui peut servir de vitrine culturelle et économique pour un pays, en l'occurrence les États-Unis. Sous la direction de David Stern, la NBA est passée d'une ligue nationale en difficulté à un phénomène mondial, représentant l'idéal américain. Cependant, son rôle en tant qu'instrument de soft power est complexe : tout en diffusant les valeurs américaines, la ligue maintient une indépendance vis-à-vis de la politique gouvernementale et s'efforce de concilier son marché domestique avec ses ambitions internationales, comme l'illustre le cas sensible de ses relations avec la Chine.

Enfin, l'organisation des Jeux Olympiques est souvent perçue par les nations comme une opportunité d'accroître leur influence culturelle et diplomatique à travers le monde. Cependant, cette quête de prestige international s'accompagne souvent d'un coût économique exorbitant, soulevant des interrogations sur la viabilité à long terme de tels événements. Des exemples historiques, comme ceux des Jeux Olympiques de Montréal et d'Athènes, montrent que les bénéfices en termes de soft power peuvent être largement éclipsés par des dettes colossales et des infrastructures sous-utilisées.

En somme, si le sport représente un potentiel indéniable en tant qu'outil de soft power, il doit être employé avec discernement. Les succès sportifs peuvent renforcer le prestige d'une nation et améliorer ses relations internationales, mais les dérives et les coûts économiques peuvent rapidement éroder les gains obtenus. Pour être véritablement efficace et durable, le sport en tant qu'instrument de soft power nécessite une stratégie équilibrée, intégrant des dimensions culturelles, économiques et éthiques.

GÉOPOLITIQUE DES CÂBLES SOUS-MARINS

RÉDIGÉ PAR ANNABELLE LOLL



Image n°11 : Représentation d'artiste d'un câble sous-marin. © LinkedIn

Les câbles sous-marins : serpents des mers et océans faisant le lien entre deux terres, « colonne vertébrale » d'Internet, et véritable clé de voûte des télécommunications ainsi que de la cybersurveillance ; ils jouent un rôle crucial dans un monde ultra connecté. Mais concrètement, qu'est-ce qu'un câble sous-marin ? Il s'agit d'un câble posé par un navire câblier sur les fonds marins, destiné selon sa nature à acheminer des télécommunications (CSMC) ou à transporter de l'énergie électrique (CSME).

LES CÂBLES SOUS-MARINS, OUTILS DÉMOCRATIQUES AU SERVICE DU PLUS GRAND NOMBRE

Chaque câble est différent par sa capacité de transport et les technologies utilisées pour leur fabrication, néanmoins la structure est généralement la même. En ce qui concerne les CSMC modernes, leur structure physique est composée de plusieurs couches (Figure n°1). Au cœur des câbles se trouve le composant principal : les fibres optiques, qui transportent les données sous forme de signaux lumineux.

Ces fils sont très fins et faits de verre et de plastique, ils ont la propriété de conduire la lumière et servent pour la fibroscopie, l'éclairage ou la transmission de données numériques (Verneuil, 2003). Le brin de fibre offre un débit d'information nettement supérieur à celui des câbles coaxiaux et peut servir de support à un réseau « large bande » par lequel transitent aussi bien la télévision, la téléphonie, la visioconférence ou les données informatiques. La fibre est entourée de matériaux isolants résistants et des armatures métalliques en acier pour protéger le câble des dommages physiques causés par l'eau, les courants marins et les activités humaines telles que la pêche ou le dragage qui représentent à peu près ¼ des accidents selon Michael Delaunay¹. Ces couches de protection sont essentielles pour garantir l'intégrité du câble et assurer une transmission de données fiable à la vitesse de la lumière. Le cuivre au sein du câble permet le transport de l'électricité alimentant les amplificateurs immergés (répéteurs voir Figure n°2). Pour couvrir de grandes distances, il est nécessaire de réamplifier le signal. En effet, le transport d'information sur une fibre optique subit une atténuation avec la distance. Cette contrainte physique nécessite de réamplifier le signal régulièrement via des répéteurs tous les 50 à 80 km (Maury, 2003).

¹ Entretien réalisé en mai 2024 dans le cadre de mon mémoire.

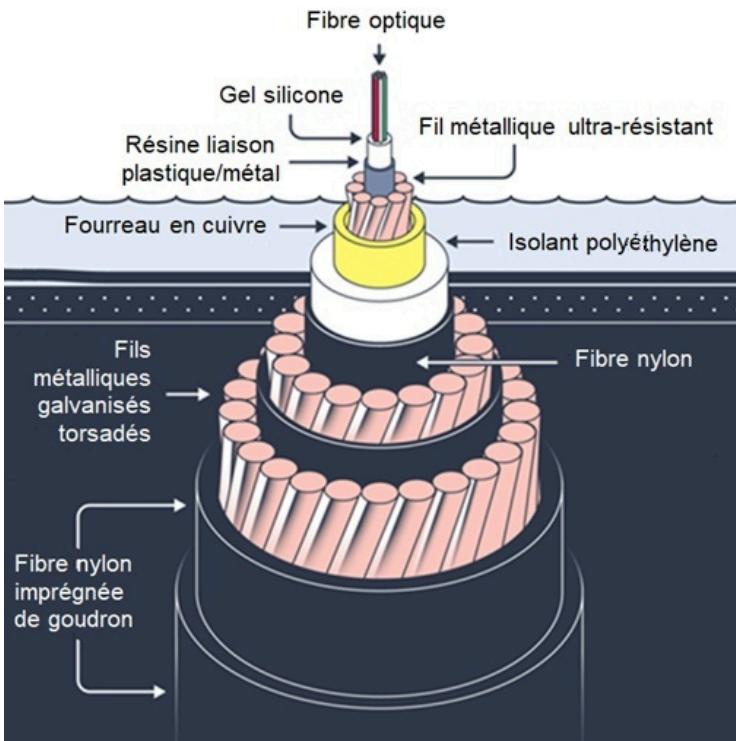


Figure n°1 : Coupe de composition d'un câble sous-marin à fibre optique. © histochronum.com

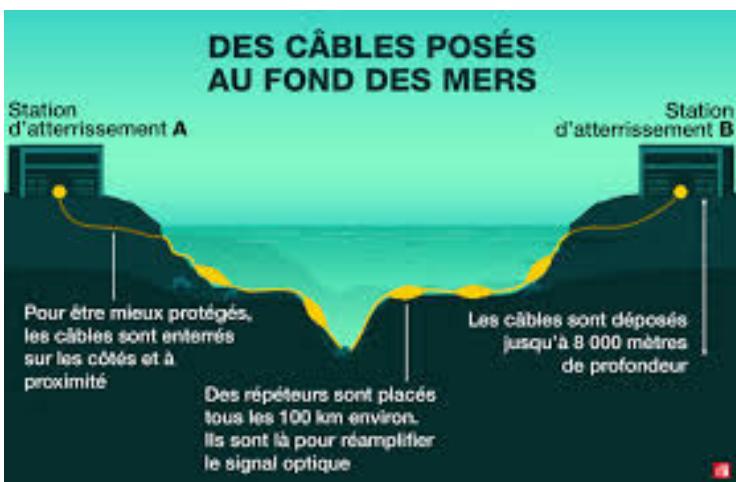


Figure n°2 : Schéma de la pose d'un câble sous-marin.
© patrickrichard.eu

Les câbles sous-marins représentent une innovation technologique qui a transformé le paysage des communications mondiales depuis leur création. Ils constituent un maillon essentiel de nos télécommunications modernes, là où les satellites ne permettent pas de faire transiter les volumes de données actuellement utilisés par Internet.

Par ailleurs, ces derniers induisent une latence de transit non négligeable. Le principe de la fibre optique date du début du XXe siècle mais ce n'est qu'en 1970 qu'est développée une fibre utilisable pour les télécommunications, dans les laboratoires de l'entreprise américaine Corning Glass Works² (actuelle Corning Incorporated).

Les prémissives : le Télégraphe sous-marin (1850-1900)

L'idée de mettre des fils au fond des océans pour relier les continents ne date pas d'hier ! L'histoire des câbles sous-marins commence au milieu du XIXe siècle avec le premier câble commercial posé en 1851, reliant la France et l'Angleterre. Malgré qu'il n'ait fonctionné que 11 minutes, il déclencha le début de l'ère des communications sous-marines, une grande épopée racontée par Stefan Zweig dans son œuvre « Les Très Riches Heures de l'humanité ». En août 1857, Cyrus West Field, un jeune millionnaire américain, a entrepris l'idée un peu folle pour l'époque de relier le Nouveau Monde à l'Ancien Monde en posant l'année suivante un câble transatlantique de près de 4 000 km entre l'Irlande et Terre-Neuve au Canada. Mais le câble se rompt et c'est un échec... Nouvelle tentative l'été suivant. Cette fois, l'opération est un véritable succès ! La transmission du premier message de 100 mots entre la reine Victoria et le président des États-Unis, M. Buchanan, dura 1 heure et 7 minutes (le télégraphe ne sera inventé qu'en 1876). Bien qu'il n'ait fonctionné que 20 jours, cela marqua le début de la « câblodistribution » de l'information à travers les océans.

La Grande-Bretagne développa ensuite des réseaux de câbles impériaux comme le « All Red Line » pour relier Londres à son empire colonial (Afrique du Sud, Inde, Singapour, Hong Kong). En 1882, l'Angleterre détenait près des 2/3 des câbles du monde.

Côté français, le premier câble sous-marin reliant la France et les États-Unis fut posé en 1869 par la Compagnie Française des Câbles Télégraphiques (CFCT). Il reliait Brest à Cap Cod près de Boston via Saint-Pierre-et-Miquelon. Puis en 1898, la CFCT installa un câble reliant Brest et New-York.

² Temps de transmission des signaux entre la Terre et les satellites ; problème que les satellites basse orbite essayent de corriger.

Expansion mondiale et consolidation (1900-1950)

Au début du XXe siècle, le réseau de câbles sous-marins s'est étendu à l'échelle mondiale reliant ainsi les continents et permettant des communications plus rapides et plus fiables du fait de la transition des câbles télégraphiques aux câbles téléphoniques, marquée par l'introduction des amplificateurs électroniques et des câbles coaxiaux. Cette période vit l'essor des communications intercontinentales et a également vu l'établissement de monopoles d'État et de grands consortiums privés qui ont contrôlé les infrastructures de communication.

Au fil du temps, les câbles sous-marins ont connu des avancées technologiques significatives. Au départ, ils étaient en cuivre isolé avec de la gutta-percha³, puis à partir de 1933, la technologie du coaxial a été utilisée grâce à la découverte du polyéthylène. Ces avancées ont permis d'améliorer la transmission des signaux sur de longues distances et ont ouvert la voie à de nouvelles possibilités de communication.

Après la Seconde Guerre mondiale, les câbles coaxiaux remplacèrent progressivement les câbles télégraphiques, permettant de transmettre la voix et les données numériques en plus du télégraphe (Guyon, 2023). Cette période marqua la transition vers les télécommunications modernes. À noter tout de même un phénomène à contrecourant, puisque certains territoires ont abandonné le câble pour la radio longue distance. Exemple avec Sao Tomé relié au réseau portugais jusqu'en 1930 environ puis sans câble jusqu'en 2012⁴!

L'ère de la télécommunication en pleine Guerre froide (1950-1990)

Pendant la Guerre froide, les câbles télégraphiques sous-marins sont devenus des actifs stratégiques, utilisés à la fois pour les communications civiles et militaires, dans le cadre de l'espionnage des sous-marins soviétiques tel que le système de surveillance acoustique *Sound Surveillance System (SOSUS)* (Gimblett, 2021) ; de fait ils ont été pris pour cible par les belligérants. Des études comme « *The Undersea Network* » de Nicole Starosielski (2015) analysent comment les câbles ont été intégrés dans les stratégies de sécurité nationale et les réseaux de renseignement.

Cette période a également vu l'émergence des câbles à fibres optiques, qui ont révolutionné les capacités de transmission des données.

À partir des années 1980-1990, ils commencèrent donc à remplacer les anciens câbles coaxiaux en cuivre (Bertrand, 2018). Leur capacité de transmission colossale permit le développement d'Internet et de la société numérique mondiale. Le premier câble optique transatlantique (TAT8), entre la France, l'Angleterre et les États-Unis date de 1988. Il permettait l'équivalent de 40 000 voies téléphoniques.

La révolution d'Internet au passage à la fibre optique (1990-2000)

Avec l'avènement d'Internet, les câbles à fibres optiques ont pris une importance centrale dans la connectivité mondiale. Leur capacité à transporter des volumes massifs de données à haute vitesse a transformé l'économie mondiale et la société de l'information. Au point qu'aujourd'hui, 99 % des flux d'informations mondiaux passent par la mer, grâce aux 450 câbles sous-marins en fibre optique répartis à travers le globe, formant une immense toile de communication qui permet ainsi le transport des données en temps réel.

Les télécommunications de nos jours : géopolitique et sécurité (2000-aujourd'hui)

Dans le contexte géopolitique actuel, les câbles sous-marins sont devenus des points focaux de rivalités entre États et des enjeux de sécurité. Les analyses récentes, telle que celle de Camille MOREL dans son ouvrage « *Les câbles sous-marins* » (2023), explorant comment les tensions entre grandes puissances, la cybersécurité et la surveillance influencent la gestion et la protection des câbles sous-marins. Ces études mettent en lumière les vulnérabilités des réseaux de câbles et la nécessité de coopérations internationales pour leur protection. Divers sites cartographient les tracés géographiques approximatifs des câbles, tel que *Submarine Cable Map* de *TeleGeography* ou encore celui du SHOM. Leur nombre évolue sans cesse, en 2018, on recensait 428 câbles sous-marins en fibre optique d'une longueur totale de 1,1 million de km (Bertrand, 2018), acheminant 99 % du trafic Internet mondial. En 2022, la distance était estimée à 1,3 million de km, soit 4 fois la distance Terre-Lune.

³ La gutta-percha est une gomme issue du latex naturel obtenu à partir de la sève d'arbres de l'espèce *Palaquium gutta*, qui croît à Sumatra et dans les autres îles d'Indonésie, et de plusieurs espèces voisines de la famille des Sapotaceae.

⁴ Anecdote historique expliquée par Olivier SÉGALARD. La connexion fut réalisée par Orange et les membres du consortium ACE (*Africa Coast to Europe*).

Leur contrôle est donc devenu un enjeu géopolitique majeur pour les grandes puissances. Aujourd'hui, de nouveaux câbles sont régulièrement déployés, notamment dans l'Arctique avec la fonte des glaces, faisant entrer les câbles sous-marins dans une nouvelle ère géopolitique (Dèbes et al., 2023).

De fil en aiguille, les CSMC ont très rapidement acquis une importance stratégique dont leur chronologie révèle une évolution continue, depuis les premiers câbles télégraphiques du XIXe siècle jusqu'aux réseaux sophistiqués de fibres optiques d'aujourd'hui. En 170 ans, nous sommes passés du morse composé de quelques dizaines de mots transmis à l'heure, à 48 000 communications téléphoniques circulant par heure en 1988, sept millions en 2001, et aujourd'hui des millions d'heures de vidéo qui transitent chaque seconde par les câbles. Actuellement, plus de 450 CSMC traversent les océans pour assurer les communications, la connectivité à Internet, la téléphonie et la télévision numérique (Morel, 2020). Ils représentent donc un enjeu stratégique et suscitent des convoitises, comme en témoigne l'intérêt croissant des GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) pour ce secteur. En effet, Google a des participations dans 21 câbles sous-marins et Meta (Facebook) dans 16 (Gaudiaut, 2023), ce qui soulève des questions de géopolitique et de monopole. Les câbles sous-marins sont également essentiels pour l'accroissement du trafic de données à travers le globe qui a énormément progressé ces dernières années. Participant à une numérisation toujours plus importante de la société, leur capacité globale devrait encore doubler grâce au déploiement de nouveaux câbles dans les prochaines années.

ENJEUX GÉOPOLITIQUES ET SÉCURITAIRES DES CÂBLES SOUS- MARINS

Les câbles sous-marins représentent les artères vitales de la connectivité mondiale, transportant la majeure partie du trafic Internet et des communications téléphoniques à travers les océans. Ces infrastructures invisibles qui tapissent les fonds océaniques, sont devenus des enjeux géopolitiques majeurs du XXI^e siècle. Bien que discrets voire bien souvent invisibles pour la plupart des gens, ces câbles en fibre optique acheminent plus de 99% des communications électroniques et des données numériques mondiales (Morel, 2020).

Leur rôle est donc essentiel pour le fonctionnement d'Internet et des échanges à l'échelle planétaire, notamment dans le fonctionnement de l'économie et du commerce mondial, de la diplomatie et de la sécurité nationale. En tant qu'infrastructures de communication critiques, les CSMC sont également au cœur de la géopolitique contemporaine, façonnant les relations entre les États et les acteurs non étatiques à l'échelle mondiale (Douzet et Desforges, 2018).

En effet, la géopolitique des câbles sous-marins englobe un large éventail de questions, allant des rivalités territoriales et des revendications souveraines aux préoccupations sécuritaires et aux intérêts économiques. Alors que les communications mondiales continuent de croître en volume et en importance stratégique, les câbles sous-marins deviennent des enjeux géopolitiques de premier plan, suscitant des débats et des tensions entre les États riverains, les acteurs régionaux et les puissances mondiales, nous pouvons citer ici pour exemple la rivalité sino-américaine entre les GAFAM et les BHATX. Ces géants de la technologie investissent massivement dans ce marché pour améliorer leurs services, étendre leur empire et ainsi mieux contrôler les routes de données, ce qui soulève des inquiétudes sur la neutralité du Net et la concentration du pouvoir numérique. Les États-Unis cherchent à maintenir leur suprématie numérique, tandis que la Chine étend son influence par le biais de projets comme la « Digital Silk Road » dans le cadre de sa politique « Belt and Road Initiative » des Nouvelles routes de la soie (Grumbach, 2022).

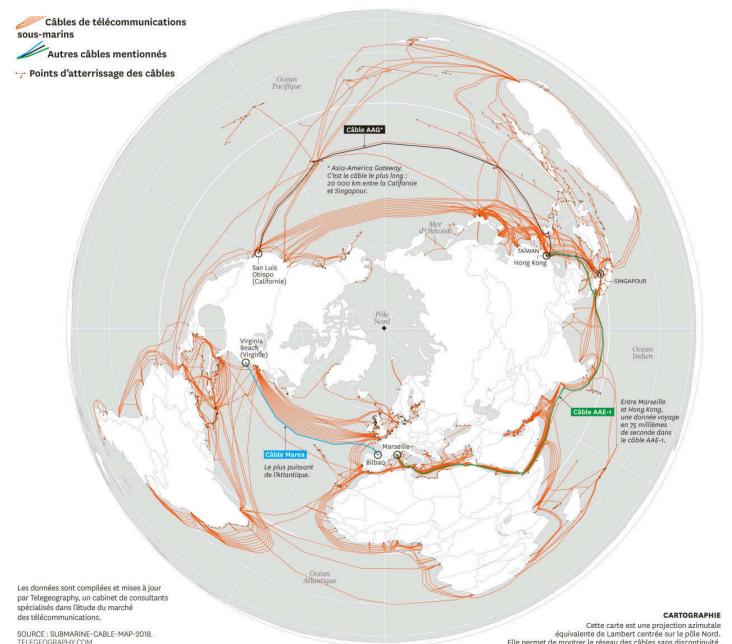


Figure n°3 : Carte des câbles sous-marins, en projection azimutale centrée sur le Pôle Nord. © Courrier International

Cette rivalité se traduit par une course à l'infrastructure, chaque pays cherchant à investir financièrement pour sécuriser les siennes tout en surveillant celles des autres, pour influencer l'architecture globale d'Internet à des fins de souveraineté numérique selon ses propres intérêts. De facto, leur contrôle représente donc un enjeu stratégique majeur pour les grandes puissances, dont plusieurs facteurs expliquent l'importance croissante de ces réseaux sous-marins.

Avec la mondialisation exponentielle des échanges commerciaux et des communications, la géopolitique des câbles sous-marins est devenue un enjeu capital pour de nombreux pays à travers le monde. En effet, la connectivité mondiale qu'ils offrent facilite les échanges d'informations et de données à travers les mers et océans du globe (Figure n°3). Dans la zone Arctique, cette géopolitique revêt une importance particulière en raison des enjeux liés à la navigation maritime, aux changements climatiques et à la sécurité des communications dans cette région stratégique. Longtemps considérée comme une région éloignée et peu peuplée, l'Arctique est devenu au cours des dernières décennies un théâtre d'intérêt croissant pour les États et les acteurs non étatiques en raison de son importance stratégique croissante. Parmi les nombreux enjeux qui préoccupent la région, cette géopolitique émerge comme un domaine d'une importance particulière, façonnant les dynamiques régionales et internationales dans cette région cruciale. Les câbles sous-marins sont devenus des points d'intérêts majeurs dans la compétition pour le contrôle des voies maritimes et des ressources naturelles arctiques.⁵ Ainsi, l'Arctique est devenu un nouveau théâtre des rivalités entre États-Unis, Chine, Russie et Europe pour la maîtrise des réseaux de télécommunications mondiaux (Renouard, 2022). De surcroît, ces infrastructures soutiennent également les opérations militaires, la surveillance et la recherche scientifique dans la région. L'importance stratégique des câbles sous-marins dans l'Arctique ne cesse de croître à mesure que l'intérêt pour l'exploitation des ressources naturelles et le développement économique de cette région s'intensifie.

La nature transnationale des CSMC nécessite une coopération internationale pour le déploiement et la gestion des câbles. Les consortiums d'entreprises et les accords bilatéraux entre pays facilitent cette coopération dont les acteurs sont majoritairement privés. Des initiatives ambitieuses exigent une collaboration étroite entre plusieurs nations et entreprises pour poser des CSMC dans des régions stratégiques comme l'Arctique où les conditions extrêmes (froid intense, obscurité, isolement), et le manque d'infrastructures de soutien rendent ces opérations très complexes et coûteuses (Tarnowski, 2022). Pour exemple, le projet « *Arctic Connect* » traversant l'océan Arctique pour relier l'Europe et l'Asie.

Toutefois, seuls quelques acteurs disposent des capacités techniques et financières pour relever ce défi. Le réchauffement climatique rend cette région plus accessible en réduisant la couverture de glace, ce qui permet la pose de câbles dans des zones auparavant impraticables. Cette route plus courte⁶ entre les deux continents réduit la latence, améliorant la vitesse de transmission des données (Renouard, 2022). Pourtant, la Russie pose des ultimatum, alors que le câble peut transporter une grande quantité de données, aidant à répondre à la demande croissante de connectivité et renforçant les infrastructures numériques dans une région stratégique éloignée mais incluse dans les équilibres géopolitiques.

Au-delà des enjeux économiques, le contrôle des futurs câbles arctiques revêt une importance stratégique cruciale pour les grandes puissances (Colin, 2022). Véritable outil de *soft power*, permettant aux nations de projeter leur influence sans recourir à la force militaire. Cela leur permettra de surveiller les flux de données, d'installer des systèmes militaires plus performants, ou encore de diffuser des contenus numériques dans une logique d'influence géopolitique (Encel, 2023). Cependant, cette « guerre invisible » pose des défis de sécurité importants, nécessitant des stratégies de dissuasion et de protection renforcées. La sécurisation des câbles sous-marins est une priorité pour les États, face aux risques de cyberattaques et de sabotages, afin de prévenir des interruptions qui pourraient avoir des conséquences catastrophiques pour l'économie mondiale et la sécurité nationale.

5 Sénat. (2023, avril 3). *Arctique : Préoccupations européennes pour un enjeu global*. [<https://www.senat.fr/rap/r13-684/r13-684.html>]

6 Passage du Nord-Est (PNE), dont la route est plus directe que le Passage du Nord-Ouest et ses nombreux obstacles. Le PNO est plus risqué que le PNE puisqu'il traverse les territoires autochtones morcelées où les icebergs sont épargnés, ce qui augmente considérablement les risques de ruptures de câble.

Il est important de noter que le contrôle de ces infrastructures essentielles aux communications et échanges économiques mondiaux est devenu un enjeu de souveraineté et de puissance pour les États (Tarnowski, 2022). Les grandes puissances comme les États-Unis, la Chine et l'Europe s'affrontent pour assurer la maîtrise de ces réseaux stratégiques, que ce soit pour des raisons économiques, militaires ou d'influence géopolitique.

PERSPECTIVES, RÉGULATIONS ET ÉVOLUTIONS FUTURES DANS LA GÉOPOLITIQUE DE LA CONNECTIVITÉ MONDIALE

Le développement effréné d'Internet et des usages numériques ne cesse d'accroître les besoins en nouvelles capacités de transmission de données (Colin, 2022). Dans ce monde digital imprévisible et en perpétuelle évolution, les CSMC sont vitaux aux télécommunications. Si les plus de 5,4 milliards d'internautes dans le monde (Caillebotte, 2024) peuvent s'interconnecter chaque jour, c'est grâce au réseau de câbles en fibre optique sous-marins. Réseaux sociaux, partage de contenus vidéos générés par les utilisateurs, streaming, services de cloud, services administratifs en ligne, visioconférences, objets connectés, etc... rien de tout cela ne serait possible sans ces câbles. Les opérateurs recherchent constamment à solidifier leur expertise technique afin de s'adapter et d'anticiper les changements, pour offrir des services de connectivité innovants, flexibles, robustes et sécurisés, sur des réseaux intelligents. De nouveaux câbles doivent sans cesse être déployés pour répondre à cette demande exponentielle, renforçant les enjeux autour de leur contrôle mais soulevant des interrogations environnementales (Colin, 2022). Les câbles « SMART » sont envisagés pour étudier l'environnement marin et prévenir les catastrophes naturelles. Des systèmes de surveillance intégrant l'intelligence artificielle, le machine learning et le fiber sensing (Sladen et al., 2019), seront utilisés pour surveiller et gérer les réseaux de câbles sous-marins, permettant une détection proactive des pannes et des anomalies (Butler, 2023), et optimisant les opérations de maintenance. Le monde a besoin de sources d'énergie et de réseaux de télécommunications plus propres et plus « verts ».

Les réseaux à fibres optiques constituent la technologie la plus durable dans un monde en perpétuelle quête de sobriété dans le cadre de la transition énergétique. Les scientifiques Marc CHENOZ et Cédric MARION nous rappellent que « le champ électromagnétique des câbles de télécommunication (différents des câbles énergie) est en général inférieur au champ terrestre, donc aucune incidence particulière sur les écosystèmes marins n'a été relevée »⁷.

De surcroît, la gestion des câbles implique une diversité d'acteurs, des entreprises privées aux gouvernements. Les premiers sont souvent à l'avant-garde de la conception, de la pose et de la gestion des câbles, tandis que les États jouent un rôle crucial dans la régulation et le contrôle de ces infrastructures.

Le cadre juridique international régissant les câbles sous-marins est la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982, notamment dans ses articles 21 et 60. Le juriste Joel SALTSMAN⁸ nous indique qu'il devra s'adapter aux défis contemporains.

De plus, les câbles sous-marins représentent des investissements colossaux, avec des coûts très élevés de conception, de pose et d'entretien. Cependant, les bénéfices économiques qu'ils apportent en termes de connectivité mondiale et de facilitation des échanges internationaux sont inestimables. L'avenir économique des câbles sous-marins semble prometteur, avec des prévisions de croissance soutenue et l'implantation de nouveaux câbles dans des régions stratégiques comme l'Arctique. En raison de son importance géostratégique croissante et de l'évolution des conditions environnementales, elle est devenue un théâtre d'intérêt pour les acteurs mondiaux cherchant à étendre leur influence et à sécuriser leurs communications dans cette région. Les câbles sous-marins sont des infrastructures invisibles mais cruciales pour la connectivité mondiale. Leur importance géopolitique et stratégique ne cesse de croître, nécessitant une attention accrue aux enjeux de sécurité, de régulation et de développement durable. Dans ce contexte, la collaboration internationale et l'innovation technologique seront essentielles pour répondre aux défis futurs et assurer une connectivité globale sécurisée et la résilience des câbles dont le développement façonne les rapports de force de notre ère.

⁷ Entretien réalisé en mai 2024 dans le cadre de mon mémoire.

⁸ Entretien réalisé en mai 2024 dans le cadre de mon mémoire.

Ainsi, à la croisée des enjeux technologiques, économiques, sécuritaires et environnementaux, la géopolitique des câbles sous-marins cristallise les rivalités entre puissances pour la maîtrise des infrastructures numériques mondiales. À chaque étape, les câbles sous-marins ont joué un rôle crucial dans le développement économique, la sécurité nationale et les relations internationales. La recherche académique sur ce sujet souligne non seulement les avancées technologiques, mais aussi les enjeux géopolitiques et économiques qui façonnent notre monde interconnecté.

NB : Par cet article, je résume les principaux points abordés dans mon mémoire sur la Géopolitique des câbles sous-marins.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- Douzet, F., & Desforges, A. (2018). *Du cyberespace à la datasphère. Le nouveau front pionnier de la géographie.* Netcom. Réseaux, communication et territoires, 32-1/2, Article 32-1/2. [<https://doi.org/10.4000/netcom.3419>]
- Morel, C. (2020). *L'État et le réseau mondial de câbles sous-marins de communication.* [PhD Thesis]. Lyon. [<https://theses.fr/2020LYSE3046>]
- Morel, C. (mars 2023). *Les câbles sous-marins.* Biblis.
- Grumbach, S. (2022). *L'empire des algorithmes. Une géopolitique du contrôle à l'ère de l'anthropocène.* Objectif Monde. Armand Colin. Paris.
- Standage, T. (1998). *The Victorian Internet : The Remarkable Story of the Telegraph and the Nineteenth Century's Online Pioneers.* Walker and Company.
- Starosielski, N. (2015). *The Undersea Network.* Duke University Press.
- Zweig, S. (1927 et 1939). *Les Très Riches Heures de l'humanité.*

Article institutionnel :

- Sénat. (2023, avril 3). *Arctique : Préoccupations européennes pour un enjeu global.* [<https://www.senat.fr/rap/r13-684/r13-684.html>]

Articles scientifiques :

Anthony Sladen, Diane Rivet, Jean-Paul Ampuero, Louis De Barros, Yann Hello, Gaëtan Calbris, Patrick Lamare. (2019, décembre 18) Distributed sensing of earthquakes and ocean-solid Earth interactions on seafloor telecom cables. *Nature Communications*. DOI : 10.1038/s41467-019-13793-z

Câbles sous-marins (ISSN : 2492-7775). (2014, juillet). Géoconfluences. École normale supérieure de Lyon. [<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/cables-sous-marins>]

Delaunay, M. (2017, mai 21). L'enjeu des câbles sous-marins de fibre optique pour l'Arctique. Observatoire de l'Arctique. [<http://www.observatoire-arctique.fr/technologie-industrie/lenjeu-cables-marins-de-fibre-optique-larctique/>]

Delaunay, M. (2022, juin 7). Les enjeux stratégiques des câbles sous-marins de fibre optique dans l'Arctique. [<https://geopoweb.fr/./?LES-ENJEUX-STRATEGIQUES-DES-CABLES-SOUS-MARINS-DE-FIBRE-OPTIQUE-DANS-L-ARCTIQUE-278>]

Maury, J. (2003). Étude et caractérisation d'une fibre optique amplificatrice et compensatrice de dispersion chromatique. [PhD Thesis]. Limoges.

Morel, C. (2018). Protéger nos infrastructures vitales pour assurer notre résilience : les câbles sous-marins, entre invisibilité et vulnérabilité. *Les Champs de Mars*, 30+S, 419-426. [<https://doi.org/10.3917/lcdm.030.0419>]

Morel, C. (2019). La mise en péril du réseau sous-marin international de communication. *Flux*, 118, 34-45. [<https://doi.org/10.3917/flux1.118.0034>]

Morel, C., & Henrotin, J. (2020). Les câbles sous-marins, enjeux stratégiques majeurs. *DSI (Défense et Sécurité Internationale)*, 145, 32-37. [<https://www.jstor.org/stable/48605539>]

Verneuil, J-L. (2003). Simulation de systèmes de télécommunications par fibre optique à 40 Gbits/s. [PhD Thesis]. Université de Limoges. p. 297.

Rivet, D. (2019, décembre 18). Les câbles sous-marins : Des milliards de capteurs sismiques potentiels ! CNRS. [<https://www.cnrs.fr/fr/presse/les-cables-sous-marins-des-milliards-de-capteurs-sismiques-potentiels>]

Sitographie :

Bertrand, M. (2018, avril 16) *Les câbles sous-marins, enjeu majeur de la mondialisation de l'information*. Historicophiles. [<https://historicophiles.com/2018/04/16/les-cables-sous-marins-enjeu-majeur-de-la-mondialisation-de-linformation/>]

Butler, P. (2023, décembre 27). *Un outil d'IA pour éviter les impacts des icebergs sur les installations pétrolières*. Radio Canada. [<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2037733/intelligence-artificielle-icebergs-petrole>]

COLIN, A. (2022, février 28). *Enjeux géopolitiques et environnementaux des câbles sous-marins*. LeBonDigital. [<https://lebondigital.com/cables-sous-marins-quels-enjeux-geopolitiques-et-environnementaux/>]

Caillebotte, É. (2024, avril 25). *Les chiffres clés d'Internet et des réseaux sociaux dans le monde en avril 2024*. BDM. [<https://www.blogdumoderateur.com/chiffres-cles-internet-reseaux-sociaux-monde-avril-2024/>]

Dèbes, F., Février, T., et Grandin, J. (2023, février 14). *Les câbles sous-marins, l'autre guerre*. Les Echos. [<https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/quand-internet-et-leconomie-mondiale-ne-tiennent-qua-quelques-fils-1906308>]

ENCEL, F. (2023, septembre 19). Arctique, câbles sous-marins, zones disputées.. Une incontournable « géopolitique des mers » – L'Express. [<https://www.lexpress.fr/monde/arctique-cables-sous-marins-zones-disputees-une-incontournable-geopolitique-des-mers-UCSHY4CWEZEEINJ5VKDA3GB2A/>]

Gaudiaut, T. (2023, septembre 14). Infographie : Câbles sous-marins : les géants de la tech tissent leur toile. Statista Daily Data. [<https://fr.statista.com/infographie/15784/projets-de-cables-de-telecommunications-sous-marins-realises-par-les-gafam>]

Gimblett, R. (2021, novembre 2). Le Canada et le SOSUS. [<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/canada-et-le-sosus>]

Guyon, A. (2023, octobre 5). Les câbles sous-marins : Enjeux d'une infrastructure immergée. Nonfiction.fr le portail des livres et des idées. [<https://www.nonfiction.fr/article-11805-les-cables-sous-marins-enjeux-dune-infrastructure-immergee.htm>]

Renouard, G. (2022, juillet 29). Télécommunications : La bataille de l'Arctique pour le contrôle des câbles sous-marins ne fait que commencer. La Tribune. [<https://www.latribune.fr/technos-medias/internet/telecommunications-la-bataille-de-l-arctique-pour-le-controle-des-cables-sous-marins-ne-fait-que-commencer-927196.html>]

Tarnowski, S. (2022, novembre 22). Câbles sous-marins : L'avenir d'Internet se joue sous les océans. INCYBER NEWS. [<https://incyber.org/article/cables-sous-marins-lavenir-dinternet-se-joue-sous-les-oceans/>]



LES INFRASTRUCTURES DU NORD CANADIEN : TOUR D'HORIZON

RÉDIGÉ PAR ALEXANDRE DELATTRE



Image n°12 : Route de glace près de Tuktoyaktuk en mer de Beaufort © Matt Jacques

Construire des infrastructures n'est pas une mince affaire. Couplé avec l'un des climats les plus inhospitaliers du globe, le défi à relever dans la construction de routes, ponts et autres moyens de communications pour le Canada, second pays le plus étendu au monde après la Russie, est immense.

Au fil de son histoire, le pays a connu un développement similaire avec son voisin américain, plus au Sud. Le rail a côtoyé les chemins en terre battue qui existaient parfois depuis les premières implantations humaines. Puis l'automobile a permis le développement d'un réseau routier conséquent dans le Nord comme la route de l'Alaska, construite durant la Seconde Guerre mondiale afin de permettre dans un premier temps le ravitaillement et la logistique.

LE DIFFICILE DÉFI DU CLIMAT POLAIRE

De prime abord, il est surprenant de constater que les projets d'infrastructures sont nombreux dans le Nord canadien car l'essentiel de la population (96%) est concentré dans le Sud mais c'est sans compter les nombreuses ressources épargnées dans le sous-sol canadien. Or, charbon, fer, cuivre ou encore diamants sont ainsi exploités et une grande partie est exportée sur les marchés internationaux, assurant ainsi au Canada une manne financière conséquente, surtout depuis les récentes hausses de prix de ces ressources depuis le début des années 2000.

De plus, la présence des populations autochtones, appelées « premières nations » est un axe à ne pas négliger. Aujourd'hui, les entreprises d'extraction minières traitent avec ces peuples afin de les intégrer dans le processus décisionnel et permettre à ces derniers de bénéficier également des retombées économiques, leur permettant de poursuivre leur développement en la matière.

Les accords signés en 1995 leur donnent une représentation officielle et sont donc des interlocuteurs de choix lorsque des acteurs économiques souhaitent s'implanter sur leurs terres.

Le climat polaire et continental du Canada induit forcément la construction d'infrastructures dédiées et le changement climatique induit forcément des changements quant à leur conception. On peut notamment citer les routes de glaces qui sont utilisées lorsque l'hiver permet leur réalisation. Ce sont des alternatives peu coûteuses en ressources car il suffit de déblayer la neige et les températures particulièrement basses permettent de conserver une couche de glace suffisante afin de permettre la circulation de poids lourds. De plus, la construction de routes conventionnelles serait trop chère : 3 à 4 fois plus élevé - soit environ un million de dollars canadiens par kilomètre - que dans des climats plus cléments - d'un coût de 200 à 300 000 \$. Par ailleurs, les cycles saisonniers de gel et de dégel risquent de dégrader bien plus rapidement le revêtement à cause des infiltrations d'eau.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CONSÉQUENCES

Un des nombreux problèmes rencontrés depuis quelques décennies est la diminution de la disponibilité de ces routes de glace. Le mois de mars notamment, voit ces routes fondre de plus en plus rapidement. L'hiver arrivant de plus en plus tard, cela empêche la construction de ces routes durant les premières semaines de novembre, la glace n'étant pas encore assez épaisse.

La construction d'infrastructures entre également en compte dans l'affirmation de la souveraineté canadienne. En effet, l'océan Arctique non loin est source d'une certaine rivalité internationale avec les États-Unis et la Russie depuis quelques années. Ces tensions n'excèdent pas le rang des protestations diplomatiques mais le Canada se doit d'affirmer sa présence.

C'est dans ce contexte que des exercices militaires sont régulièrement effectués via l'opération Nanook depuis 2007. Ces exercices conjoints avec d'autres membres de l'OTAN (en particulier les États-Unis) permettent d'assurer l'entraînement des troupes canadiennes dans des climats rudes avec une logistique complexe.

Enfin, la présence des rangers assure la sécurité intérieure et permet une présence militaire en Arctique. La construction de bases militaires coûte cher et ce type d'infrastructures n'est pas adapté aux rangers, constitués d'infanterie légère de reconnaissance.



Image n°13 : Groupe de patrouilleurs canadiens à Resolute dans le Nunavut lors de l'opération Nanook en 2019. © OTAN

En définitive, le Nord canadien représente une zone qui se révèle dans toute sa complexité lorsque l'on se penche dessus. Si Voltaire qualifiait le Nord de la Nouvelle-France comme étant « quelques arpents de neige », force est de constater que l'Histoire lui a donné tort et que le Nord canadien représente une véritable richesse pour le Canada qui en extrait une place géostratégique importante entre les deux anciens poids lourds de la Guerre Froide ainsi que de nombreuses richesses dans ses sous-sols assurant prospérité et développement économique dans ces régions éloignées des grands centres urbains d'Amérique du Nord.

BIBLIOGRAPHIE

Sitographie :

Canada, R. N. (2024, 30 avril). Production minérale canadienne. <https://ressourcesnaturelles.canada.ca/cartes-outils-et-publications/publications/publications-rapports-minesmateriaux/production-minerale-canadienne/17723#s6>

Centre Canadien de Cartographie et D'observation de la Terre, (2018, 7 février). Ressources naturelles Canada. L'Atlas du Canada. Ententes minières avec les Autochtones. <https://ressources-naturelles.canada.ca/cartes-outils-et-publications/publications/publications-rapports-mines-materiaux/production-minerale-canadienne/17723#s6>

Radio-Canada, C. N. (2019, 18 mars). Long format - Les routes de glace en péril dans le Nord canadien. Regard sur L'Arctique. <https://www.rcinet.ca/regard-sur-arctique/2019/03/18/routes-glace-ontario-climat-changements-autochtones-moose-factory-attawapiskat/>

Wood, James . “Rangers canadiens.” *l'Encyclopédie Canadienne*. Historica Canada. Article publié juin 09, 2015. [Rangers canadiens](#)

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Ouvrages :

Côme, T. & Raspaud, M. (2018). La diplomatie sportive, enjeu stratégique pour le Qatar. Hermès, La Revue, 81, 169-175. <https://doi.org/10.3917/herm.081.0169>

Articles scientifiques :

Andreff, W. (2015). Les dépassements de coût des Jeux Olympiques: Paris doit-elle candidater à n'importe quel prix?. Quel Sport?, 2015, 27. halshs-01279888

Bessiere, R., Noël, T. (2023, April 17). L'art de la globalisation, ou comment la NBA a fini par conquérir le monde [Partie 1/2]. Portail De L'IE. <https://www.portail-ie.fr/univers/influence-lobbying-et-guerre-de-linformation/2023/lart-de-la-globalisation-ou-comment-la-nba-a-fini-par-conquerir-le-monde-partie-1-2/>

Bessiere, R., Noël, T. (2023, April 17). L'art de la globalisation, ou comment la NBA a fini par conquérir le monde [Partie 2/2]. Portail De L'IE. <https://www.portail-ie.fr/univers/influence-lobbying-et-guerre-de-linformation/2023/lart-de-la-globalisation-ou-comment-la-nba-a-fini-par-conquerir-le-monde-partie-2-2/>

Job, A. (2019, Mars), « La mondialisation bientôt achevée de la NBA ? Entretien avec Rémi Reverchon, journaliste sportif à beIN SPORTS », Observatoire du Programme sport et relations internationales, IRIS, sous la direction de Carole Gomez. <https://www.iris-france.org/notes/la-mondialisation-bientot-achevee-de-la-nba/>

Thèses et mémoires :

Merlin, C.(2015). *L'impact sur l'économie domestique de l'organisation de grands événements sportifs: le cas des Jeux Olympiques.*. Louvain School of Management, Université catholique de Louvain, 2020. Prom. : Gilson, Nathalie. <http://hdl.handle.net/2078.1/thesis:25821>

Articles de presse :

Aflalo, A. (2022, 21 décembre). Diplomatie, image, sport. . . après une Coupe du monde réussie, le Qatar veut transformer l'essai. leparisien.fr. <https://www.leparisien.fr/sports/football/coupe-du-monde/diplomatie-image-sport-apres-une-coupe-du-monde-reussie-le-qatar-veut-transformer-lessai-21-12-2022-W7ZONBMGHJGE7M3NYBCCR662WM.php>

Bellec, M. (2015, 12 février). Paris 2024 : « Les JO coûtent souvent bien plus cher qu'ils ne rapportent ! ». Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/02/12/31007-20150212ARTFIG00425-des-jo-a-paris-couteraient-comme-souvent-bien-plus-cher-qu-ils-ne-rapportent.php>

Carlier, B. (2024, July 10). Basket aux JO - Séoul 1988 : la victoire de l'URSS précipite l'arrivée des stars NBA. TrashTalk. <https://trashtalk.co/2024/05/09/basket-aux-jeux-olympiques-seoul-1988-la-victoire-de-lurss-precipite-larrieree-des-stars-nba-sur-la-scene-internationale/>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Cohen, B., James, Schwartzel A. & E. (2022, May 25). NBA, Hollywood : comment la Chine impose sa loi. Courrier International. <https://www.courrierinternational.com/article/analyse-nba-hollywood-comment-la-chine-impose-sa-loi>

Doubek, J. (2021, November 9). The Milwaukee Bucks are the first NBA champions to visit the White House since 2016. NPR. <https://www.npr.org/2021/11/08/1053678862/milwaukee-bucks-first-nba-champions-visit-white-house-2016>

Freeman, J. (2019, November 7). How one tweet lost the NBA four billion dollars. The Paw Print. <https://woodsidepawprint.com/sports/2019/11/07/how-one-tweet-lost-the-nba-four-billion-dollars/>

Guégan, J., & Aubin, L. (s. d.). Géopolitique du sport : l'affrontement entre la Russie et l'Ukraine. The Conversation. <https://theconversation.com/geopolitique-du-sport-l'affrontement-entre-la-russie-et-lukraine-229262>

Kucharczyk, D. (2020, January 3). David Stern : les multiples visages de l'homme qui a révolutionné la NBA. Basket USA. <https://www.basketusa.com/news/204014/portrait-david-stern-les-multiples-visages-de-lhomme-qui-a-revolutionne-la-nba/>

Luc. (2024, March 31). NBA et mondialisation : comment la ligue a dominé la planète ? | Le Roster. Le Roster. <https://leroster.com/nba-et-mondialisation-comment-domine-la-planete/>

Meichel, N. (2023, October 24). 125 joueurs étrangers sont en NBA cette saison, nouveau record. TrashTalk. <https://trashtalk.co/2023/10/24/125-joueurs-internationaux-sont-en-nba-cette-saison-un-nouveau-record/>

Rafenberg, M. (2023, 21 décembre). Quel héritage pour Paris 2024 ? En Grèce, des lendemains de fête difficiles après Athènes 2004. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/sport/article/2023/12/20/quel-heritage-pour-paris-2024-des-lendemains-de-fete-difficiles-apres-athenes-2004_6206889_3242.html

Saint-Leger, A. (2018, August 16). La NBA part à la conquête de l'Inde : la première étape pourrait être un match de pré-saison à Mumbai. TrashTalk. <https://trashtalk.co/2018/08/16/la-nba-part-a-la-conquete-de-linde-la-premiere-etape-pourrait-etre-un-match-de-pre-saison-a-mumbai/>

Sitographie :

Paris 2024 : Des retombées économiques importantes attendues - Newsroom Paris. (s. d.-b). <https://presse.paris2024.org/actualites/paris-2024-des-retombees-economiques-importantes-attendues-1a02-e0190.html#:~:text=Alors%20que%20le%20d%C3%A9but%20des,avec%20un%20sc%C3%A9nario%20interm%C3%A9diaire%20de>

Qu'est-ce que la géopolitique du sport ? (s. d.). IRIS. <https://www.iris-france.org/183006-quest-ce-que-la-geopolitique-du-sport/>

Site de la NBA (NBA.com) : <https://www.nba.com/news/nba-international-players-2023-24>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Vidéographie :

Le Dessous des Cartes - ARTE. (2024, 15 juin). Le foot, un enjeu de puissance [Vidéo]. YouTube.

Remerciements

Le bureau rapproché de l'AMRI de l'année universitaire 2021-2022 étant à l'initiative de ce projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel, à savoir Margaux Thébault et Lilou Roy, toutes deux coprésidentes, Guillaume Frageul, notre trésorier, ainsi que notre secrétaire Pauline Fontaine pour leur soutien dans le maintien et le développement de cette revue.

Cette édition a été créée de toutes pièces par des étudiants engagés et motivés pour produire un travail sérieux et approfondi. C'est pourquoi nous souhaitons également remercier Matéo Blanquer, Simon Anclevic, Laura Degrange, Hugo Colas et Annabelle Loll pour leurs articles de qualité.

Nous adressons un grand merci à Lou Garcia et Alexandre Delattre à qui nous devons tout le travail de mise en page et d'édition.

Enfin, nous tenons à remercier Juliette Schnoebelen et Manon Sobaga, responsables communication de l'AMRI, pour la gestion des réseaux et des publications de la revue.

Notre petite structure a nécessité un engagement important et répété de la part de toute l'équipe, qui témoigne de son implication et de sa volonté de vous proposer, chers lecteurs et chères lectrices, une lecture agréable et de qualité.

Ainsi nous tenons à remercier tout le monde pour le travail effectué, et nous vous donnons rendez-vous dans un mois pour notre prochaine édition !

Rédacteurs en chef

MARIN GUILLOU VERNE & ROBIN YAHÌ